ISSN 0024-7650

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 238 - 20 mars 1992 - prix : 8 F

il y a ceux qui ont abandonné les idéaux socialistes et communistes... et ceux qui les ont conservés !

M6189 - 1238 - 8,00 F

Il y a ceux qui ont abandonné les idéaux socialistes... et ceux qui les ont conservés !

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Si l'on en croit les sondages, ces élections régionales et cantonales n'intéressent pas beaucoup les électeurs, c'est-à-dire plus généralement la population, et les abstentionnistes devraient être nombreux.

Pour notre part, nous comprenons parfaitement ceux qui n'ont pas envie de se déplacer pour élire des conseillers qui devront eux-mêmes élire en tout et pour tout, pour toute la France, vingt-deux présidents qui sont pratiquement les seuls à détenir les quelques pouvoirs de la région.

Il est vrai que pour ces vingt-deux là et leurs amis, cela fait pas mal de fonds à utiliser. Mais le fait est que même des partis qui vont recueillir 10, 15 % ou même 20 % des voix, n'ont aucune chance d'avoir des présidents. Seuls en auront ceux qui pourront se livrer à des accords avec d'autres partis, à ce petit jeu du donnant- donnant : "Aidez-moi à avoir la présidence de telle région et je vous appuierai pour la présidence de telle autre".

Toujours d'après les sondages, il semble que le Parti Socialiste va perdre beaucoup de voix (au niveau des présidences de région, il n'en avait que deux sur vingt-deux et ne pourra donc pas en perdre beaucoup) ; que le PCF va se maintenir ou remonter un peu autour de 10 %, que la droite RPR-UDF ne va pas progresser, et que par contre écologistes et FN vont monter. Mais un sondage est un sondage et nous verrons cela le lendemain de l'élection.

Alors, qu'allons-nous donc, nous Lutte Ouvrière, faire dans cette consultation ? Eh bien, la même chose que dans toutes les autres élections !

Nous ne comptons sur aucune élection pour changer la vie, pas plus celle-là que les autres. Nous avons même toujours affirmé le contraire, et en particulier quand Mitterrand a prétendu le faire, il y a dix ans, en se présentant comme le candidat de la gauche et du peuple ; nous avons dit à l'époque qu'il tromperait les électeurs de gauche et avant tout les travailleurs.

Il nous indiffère totalement de savoir qui présidera tel ou tel conseil régional dans les jours qui viennent. Les élections ne servent à rien d'autre qu'à traduire, comme un sondage en grandeur nature, les variations de l'opinion. Cela sert à se compter, à voir qui progresse et qui recule, à faire un bilan des idées sinon des forces en présence. Car le poids électoral ne traduit pas toujours la force réelle : un million de travailleurs en grève en même temps peuvent beaucoup plus pour changer la vie que cinq ou dix millions de bulletins de vote.

Alors, si nous nous présentons, c'est uniquement pour défendre nos idées, comme nous le faisons tout au long de l'année, les élections n'étant qu'un moyen parmi d'autres.

Et nos idées, c'est que les travailleurs ne doivent pas se laisser abuser par les péripéties électorales. Changer leur vie, c'est en luttant par les moyens de la lutte sociale, de la lutte de classe, qu'ils le pourront. C'est en créant des partis ouvriers puissants, à la place des partis qui se disent communiste ou socialiste mais qui ont renoncé au socialisme et au communisme depuis longtemps ; le Parti Socialiste au sein de gouvernements où il a mené la politique du patronat et de la bourgeoisie, c'est-à-dire en définitive la même politique que celle que la droite aurait menée, à la différence près qu'il a lié les mains des travailleurs ; et le Parti Communiste en soutenant, ouvertement au début, puis de fait par la suite, le gouvernement socialiste.

Nos idées, c'est que nous ne croyons pas aux vertus du capitalisme -à celles du marché, comme on dit aujourd'hui- nous en voyons trop les incohérences. Nous ne croyons pas que le bien des entreprises soit synonyme du bien des travailleurs, mais seulement du bien du patronat. Nous l'avons dit, dans ces élections, dans la mesure de nos moyens car notre voix est faible, et nous ne cesserons pas de le dire une fois les élections terminées.

Nous disons aussi que le socialisme et le communisme, c'est-à-dire la propriété collective des moyens de production, est une nécessité pour le bien commun de l'humanité et qu'elle est inscrite dans l'avenir. Nous pensons et nous disons que l'on peut rationaliser l'économie pour produire tout ce qui est nécessaire à toute la population de notre pays, de l'Europe et du monde, mais rien que ce qui est nécessaire. Tandis que dans la société actuelle on produit et puis après on détruit, pendant que les deux tiers de l'humanité connaissent le dénuement.

Nous disons que le fait que l'URSS ait éclaté n'est pas dû à l'échec de l'économie planifiée car le marché capitaliste n'aurait pas réussi à faire ce que la propriété collective des moyens de production a permis de réaliser en URSS. Par exemple, l'actualité nous le dit, il n'y a encore que l'ex-URSS qui soit capable de maintenir, en permanence, depuis des années, pour la science et pas pour le commerce, des hommes dans l'espace.

Si l'URSS a éclaté, c'est à cause de la pression de la bourgeoisie mondiale et de l'impérialisme sur une révolution isolée, dont les dirigeants ont fini par ressembler à des bourgeois. Mais les bases économiques permises par la révolution russe de 1917 ont permis au pays arriéré qu'était l'empire tsariste de devenir, en quelques années, la deuxième puissance industrielle mondiale. Aujourd'hui, la tentative de réintroduction du capitalisme l'a fait revenir au stade de pays sous-développé et à celui des guerres tribales.

Nous avons tout cela à dire à environ la moitié des électeurs puisque nous présentons des listes dans trente départements.

Nous ne souhaitons sans doute que les voix de ceux qui veulent rester fidèles aux idées socialistes et communistes.

Mais si peu nombreuses que soient les voix qui soutiendront nos candidats, elles seront un espoir pour l'avenir.

Tant que la flamme révolutionnaire n'est pas éteinte, inéluctablement elle trouvera à se développer, car le capitalisme et son cortège de misères ne peut pas être l'avenir du monde.

LA PROPORTIONNELLE RESSORTIE DES TIROIRS

Les élections pourraient au moins servir à représenter tous les courants de l'opinion.
AFP

La question de la proportionnelle sert de nouveau d'argument électoral à la droite.

Ainsi Chirac a-t-il déclaré, dans un meeting régional RPR-UDF à Paris : *"Il y a quand même mieux à proposer aux Français que le retour à la proportionnelle pour le médiocre et misérable confort de M. Mitterrand et la plus grande gloire du Front National"*.

Ce qui revient à dire que, pour se débarrasser du problème du Front National, il suffit du système actuellement en vigueur aux législatives qui lui interdit jusqu'ici d'avoir des élus (une seule dans l'actuelle assemblée). Cela n'a d'ailleurs pas fait disparaître le Front National pour autant, au contraire, comme on le voit depuis six ans.

Bien sûr l'argument n'a rien à voir avec un souci quelconque de la droite d'enrayer la montée du parti de Le Pen. Il s'agit simplement pour Chirac d'apporter un étai de plus à l'idée que la droite serait finalement le meilleur rempart contre la montée électorale du Front National (l'un des grands thèmes, sinon le principal, de la campagne électorale de ces dernières semaines) face aux partis de gauche qui paraissent divisés ou indécis sur la question du mode de scrutin, et aux centristes et écologistes qui revendiquent la proportionnelle de longue date,

D'ailleurs, dans les polémiques sur le mode de scrutin, les possibilités d'expression offertes aux électeurs et les moyens qu'ils ont de voir leurs opinions représentées, pèsent bien peu dans les prises de position des différents partis.

Si le Parti Socialiste a de nouveau des projets de proportionnelle dans ses cartons, c'est sûrement parce que, dans la débandade de son électorat, le scrutin majoritaire à deux tours risque de finir par lui jouer... des tours, et un peu pour tenter de se concilier les écologistes. Une certaine dose de proportionnelle pourrait permettre de nouvelles combinaisons électorales vers le centre ou les écologistes, permettant à Mitterrand de garder une majorité au Parlement.

Il ne s'agit pas de déterminer la meilleure expression de l'éventail des opinions dans l'électorat, mais au contraire de permettre l'élection de l'éventail de politiciens dont le Parti Socialiste a besoin pour ses combinaisons futures. Et nul doute que, dans les coulisses, les savants calculs vont bon train pour déterminer le dosage idéal. D'ailleurs pour comprendre le genre de proportionnelle dont il s'agit, il suffit de savoir que l'un des systèmes parmi les plus en vogue dans les rangs socialistes serait une proportionnelle partielle par région avec report de voix, inspirée de celle en vigueur en République d'Irlande, pays qui ne passe pourtant pas, et de loin, pour un modèle de démocratie !

Quant à nous, révolutionnaires, notre position à cet égard est sans ambiguïté. Nous sommes pour la proportionnelle intégrale, avec des listes nationales.

Dans cette société, il y a tellement de pouvoirs occultes et quasi-inamovibles, de contrepoids, de freins (comme par exemple l'état-major, la police les hauts fonctionnaires, le Sénat, le Conseil constitutionnel et bien d'autres que la volonté populaire ne peut s'exprimer au travers des élections. Celles-ci ne sont qu'un sondage en grandeur nature. Alors autant qu'il soit le plus juste possible.

François ROULEAU

LA CIOTAT : BEREGOVOY ET TAPIE MONTENT UN BATEAU

Tapie essaie pour sa part de continuer à flotter...
AFP

Bérégovoy est descendu dans les Bouches-du-Rhône accomplir sa rude tâche de marchand de Tapie, Bernard de son prénom, qui, comme personne ne peut l'ignorer, brigue le siège de président du conseil régional de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Ne reculant devant aucun effet de camelot, le ministre des Finances a évoqué la possibilité de rouvrir, non pas les Chantiers navals de La Ciotat, faut pas rêver, mais... le dossier concernant cette affaire ! Il a donc annoncé que son ministère avait autorisé la Banque Worms, qui est contrôlée par l'Etat et qui est propriétaire de l'outillage de l'ex-Chantier naval, à *"engager des négociations avec le conseil général des Bouches-du-Rhône afin que celui-ci puisse disposer de (cet) outillage"*.

Malin le bougre. Outre que cela ne l'engage à rien, lui et le gouvernement auquel il appartient, cela a l'avantage d'impliquer à l'avance le conseil général, dont on ne connait pas encore la majorité puisque le premier tour des cantons renouvelables a lieu le 22 mars. Sous-entendu, si la gauche l'emporte il est permis d'avoir des espoirs (une denrée dont les candidats ne sont pas chiches) à condition que les électeurs votent "bien". Et si c'est la droite qui obtient la majorité, à elle de démêler ce dossier...

Une chose est certaine (la seule, d'ailleurs) c'est que durant une semaine on aura reparlé, et uniquement reparlé, de la réouverture du Chantier de La Ciotat, le temps d'une campagne électorale. A défaut de fournir du travail aux chômeurs de La Ciotat, on aura monté à la vavite un bateau. Un de plus.

Le plan d'épargne en actions de Bérégovoy

A VOS POCHES POUR QUE LES PATRONS PUISSENT SPECULER

Bérégovoy, le ministre de l'Economie, veut inciter les petits épargnants à soutenir la Bourse, par des plans d'épargne en actions.

Parce que les entreprises, selon lui, manqueraient d'argent, il faudrait donc que ceux qui ont quelques économies consentent à les leur confier en achetant des actions pour huit ans !

Cela aura peut-être pour résultat de faire monter le cours des actions - si beaucoup de gens seulement en acheter - et permettra à tous ceux qui jouent à la Bourse de faire encore de beaux profits spéculatifs sans rien investir dans la production. Mais pour ceux qui ne peuvent pas jouer à la vente et à la revente, que restera-t-il dans huit ans de la valeur de leurs actions ? Evidemment, nul ne peut le dire, et surtout pas Bérégovoy qui estime sans doute qu'il n'y a pas encore assez de fonds engagés dans ces casinos modernes que sont les Bourses et qui est tout prêt à permettre aux spéculateurs de jouer à la roulette avec les économies des autres.

C'est encore un cadeau de p que le gouvernement socialiste propose de faire aux spéculateurs aux grandes entreprises .

Quant à stimuler l'économ développer la production, créer emplois, il ne faut pas y compt Car plus la Bourse se porte bien permet par le simple jeu des ach et de reventes d'actions de faire profits substantiels, moins les ent prises sont incitées à investir à lo terme dans la production. Les fina ciers préfèrent utiliser l'argent, fonds des entreprises, à réaliser profits financiers rapides.

Depuis dix ans que les prof boursiers se portent au mieux m que le chômage augmente, ministre de l'Economie sait f bien que ce n'est pas en drain l'argent vers les entreprises que l' créera des emplois et fera repartir production. On ne fait que créer bénéfices supplémentaires.

Et dire que la bourgeoisie n est même pas reconnaissante env les socialistes...

Dominique CHABI

LA LÉGALITÉ N'EST PAS TOUJOURS... L'ÉGALITÉ

Les lois électorales en vigueur sont censées tenir la balance égale entre chaque liste ou chaque candidat à une élection. Mais hormis le cas de l'élection présidentielle, où un candidat dès lors qu'il a obtenu les parrainages nécessaires pour pouvoir se présenter voit ses dépenses électorales prises en charge par l'Etat, dans toutes les autres élections il ne peut obtenir le remboursement de ses frais électoraux que s'il obtient au moins 5 % des suffrages exprimés. C'est une loi qui avantage évidemment les partis en place, tandis que les courants minoritaires doivent supporter tous les frais - fort coûteux - de composition, d'impression, de façonnage et de transport du matériel électoral : bulletins de vote, affiches et "professions de foi" des candidats.

Il y avait tout de même, jusqu'à peu, un domaine où les divers candidats ou listes étaient traités à égalité, celui des services de l'Etat, via les préfectures, pour l'acheminement des documents électoraux "professions de foi" et bulletins de vote, soit dans les bureaux de vote, soit à chaque électeur par voie postale. A cet effet, pour chaque élection est mise en place dans les préfectures une commission de propagande *"chargée d'assurer l'envoi et la distribution des documents de propagande électorale"*.

Seulement, depuis quelques temps déjà, et le phénomène s'est accéléré lors des dernières élections régionales, les commissions de propagande ont des exigences de plus en plus nombreuses et surtout de plus en plus coûteuses pour les candidats.

Afin de restreindre les travaux de mise sous pli qui leur incombent, des préfectures demandent maintenant que le matériel leur soit livré avec un conditionnement particulier. Un exemple, la préfecture de l'Oise donnait ces *"consignes impératives"* : *"Les circulaires seront livrées pliées en deux et par paquets de 500, et les bulletins de vote par paquets de 2 000, séparés tous les 200 exemplaires par des papiers de couleur non imprimés"*. Il ne manquait plus qu'une petite faveur autour de chaque paquet ! La préfecture de la Seine-Maritime avait des exigences analogues. D'autres préfectures encore, celles de Paris, de la Loire et de la Seine-Maritime exigeaient, elles, plusieurs livraisons par département.

Mais ces frais supplémentaires, à qui doivent-ils incomber ? Au regard de la loi ils devraient être pris en charge par l'Etat puisque celle-ci prévoit que : *"L'Etat prend en charge les dépenses provenant des opérations effectuées par les commissions de propagande ainsi que celles résultant de son fonctionnement"*. Mais il n'en est pas tout à fait ainsi. Dans les tarifs préfectoraux de remboursement sont bien incluses des majorations au cas où le pliage des documents électoraux, ou bien des transports supplémentaires, ont été effectués aux frais des candidats, mais seulement à condition que le candidat ou la liste ait obtenu plus de 5 % des voix. Sinon tous les frais supplémentaires qu'il a pu engager restent à sa charge, et cela même si la loi dit que ces frais doivent être supportés par les commissions de propagande elles-mêmes, c'est-à-dire par l'Etat.

Un autre aspect aussi, quasiment ubuesque, de la préparation de ces élections : tout le matériel électoral - bulletins de vote et professions de foi - devait être imprimé et remis aux préfectures au plus tard le 7 mars, quinze jours avant le scrutin et deux jours avant l'ouverture officielle de la campagne qui a eu lieu le 9 mars. Ce qui ne laissait qu'un délai très court entre le dépôt des listes et l'impression du matériel. Et là, la directive administrative venait à point nommé pour freiner les velléités de candidatures de dernière heure...

G.L.

RÉUNION AVEC ARLETTE LAGUILLER À ARGENTEUIL

Jeudi 19 mars à 20 h
Salle Maurice-Sochon
rue Yves-Farges, quartier Joliot-Curie,
avec **Patrice CRUNIL,**
tête de liste "Lutte Ouvrière"
dans le Val-d'Oise,
Ouvrier-fraiseur à la SNECMA de Gennevilliers, militant syndical.

LES RÉUNIONS PUBLIQUES DE NOTRE CAMPAGNE

MASSY
Vendredi 20 mars à 20h30
Salle du 1er Mai,
rue Appert,

CORBEIL-ESSONNE
jeudi 19 mars à 20h30
Maison des Associations
Salle Pierre Proudhon,
parc Chantemerle.

ROUEN
Vendredi 20 mars à 18h30
Halle aux Toiles.

ORLEANS
Jeudi 19 mars à 20h30
Salle polyvalente de la Madeleine, 103 faubourg de la Madeleine

BESANÇON
Jeudi 19 mars à 20h30
Salle Battant.

CHALON-SUR-SAONE
Jeudi 19 mars à 20h30
Maison des syndicats, salle n°3

SAINT-CHAMOND
Jeudi 19 mars à 18h30
Salle Jean Renoir
(ex-Hôtel-Dieu).

ROANNE
Jeudi 19 mars à 19h
au Coteau, salle du Foyer des Artistes.

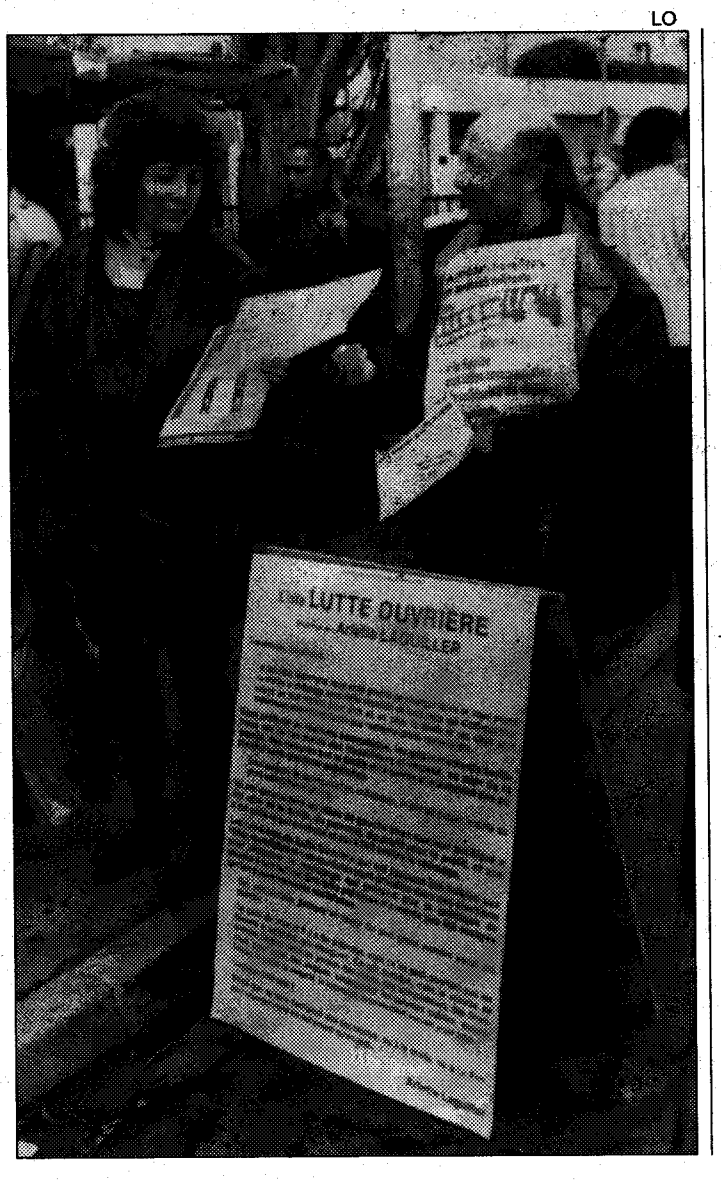
ANGOULEME
Jeudi 19 mars à 20h30
MJC de la Grande Garenne
rue Pierre Aumaître.

BORDEAUX
Vendredi 20 mars à 20h30
Salle municipale du Grand Parc
avec Gérard Barthélémy.

PERPIGNAN
Vendredi 20 mars à 20h30
Ecole Léon Blum,
avenue du Docteur Schweitzer
Haut-Vernet, Perpignan

LES CANDIDATURES DE LUTTE OUVRIERE POUR LE 22 MARS

LO



Des listes de Lutte Ouvrière ont été présentées, pour les élections régionales du 22 mars, dans trente départements :

ILE-DE-FRANCE
Paris
Seine-et-Marne
Yvelines
Essonne
Hauts-de-Seine
Seine-Saint-Denis
Val-de-Marne
Val-d'Oise

AQUITAINE
Gironde

BOURGOGNE
Côte-d'Or
Saône-et-Loire

BRETAGNE
Côtes-d'Armor
Ille-et-Vilaine

CENTRE
Cher
Indre-et-Loire
Loiret

FRANCHE-COMTE
Doubs
Territoire-de-Belfort

HAUTE-NORMANDIE :
Seine-Maritime

LIMOUSIN
Haute-Vienne

MIDI-PYRENEES
Haute-Garonne

NORD-PAS-DE-CALAIS
Nord

PAYS-DE-LOIRE
Loire-Atlantique
Maine-et-Loire (liste soutenue par la Ligue Communiste Révolutionnaire)

PICARDIE
Oise

POITOU-CHARENTES
Charente

PROVENCE-ALPES COTE-D'AZUR
Bouches-du Rhône

RHONE-ALPES
Isère
Loire
Rhône

Enfin, pour les élections cantonales, Lutte Ouvrière présentait un candidat dans le canton de Perpignan I.

Pour souscrire :

Chèques bancaires à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virements à notre CCP :
LUTTE OUVRIERE
CCP 3117586 W - LA SOURCE
avec la mention : "souscription élections"

Guadeloupe et Martinique

DEUX LISTES OUVRIERES AUX ELECTIONS REGIONALES

Nos camarades de l'organisation trotskyste antillaise Combat Ouvrier ont présenté, en Guadeloupe, une liste *"Pour une Guadeloupe débarrassée de l'exploitation et de l'oppression"*. En Martinique, ils n'ont pas présenté leur propre liste, mais participé à une *"Liste de défense des intérêts des travailleurs"*.

Dans son éditorial de 22 février, *Combat Ouvrier* appelait à *"voter travailleur"* en déclarant notamment :

"A ces élections, nous défendrons le point de vue des travailleurs, des exploités, des pauvres. Nous les appelons à voter pour des travailleurs comme eux, des gens qu'ils peuvent voir et influencer, à qui ils peuvent demander des comptes directement, tous les jours. Parce que les candidats de Combat Ouvrier et ceux qu'il soutient, vivent, travaillent, militent et luttent tous les jours dans la population. Au même niveau qu'elle. Rien ne les sépare les uns des autres".

Dans son numéro du 29 février, *Combat Ouvrier* donnait une présentation de la *"Liste de défense des intérêts des travailleurs"* de Martinique, conduite par Ghislaine Joachim-Arnaud, qui appartient à la direction de Combat Ouvrier et qui est depuis des années une militante syndicale connue en Martinique ; mais cette liste comporte d'autres courants politiques de la classe ouvrière avec des militants anciennement membres de partis de gauche, PCM et PPM (Parti Progressiste Martiniquais) notamment.

"Une liste ouvrière évidemment : les membres de la liste sont des militants déjà connus de leurs camarades de travail. Elus du personnel, responsables de syndicats, militants aussi dans les associations du cadre de vie, il y a un premier trait commun aux hommes et aux femmes de cette liste, c'est qu'ils sont des travailleurs.

Un second point commun qui a rendu possible la liste, c'est la dénonciation des jeux politiciens menés depuis neuf ans par les responsables politiques au sein du conseil régional. La politique menée par ces messieurs a consisté à déverser l'argent du public dans les poches des capitalistes.

Le troisième point, c'est la nécessité pour les travailleurs de se battre pour défendre leurs intérêts. La classe ouvrière ne peut compter que sur elle-même, sur les militants qu'elle a forgés en son sein pour imposer ses revendications.

Neuf ans de direction des affaires au sein du conseil régional ont discrédité les partis de gauche, notamment le Parti Progressiste et le Parti Communiste. Le Parti Socialiste s'est divisé en deux fractions aussi étrangères aux intérêts des travailleurs l'une que l'autre.

Cette initiative a soulevé un réel intérêt. Ghislaine Joachim-Arnaud, tête de la liste, a déclaré à la conférence de presse : "Nous pouvions constituer trois listes, si nous le voulions !".

Car ce ne sont pas les travailleurs volontaires pour être les porte-parole de leur classe qui ont manqué, loin de là."

LE SOUTIEN DE LA LCR AUX LISTES DE "LUTTE OUVRIERE"

La Ligue Communiste Révolutionnaire nous a adressé un message, dont elle souhaitait qu'il soit lu à notre meeting parisien du 13 mars. N'ayant pu le faire, nous le publions bien volontiers ici.

Nous nous félicitons bien sûr de ce soutien même si, comme nous avons déjà eu l'occasion de l'exprimer, nous ne partageons pas la démarche exprimée dans cette lettre par la LCR. Tout comme nous nous félicitons de l'appel de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (l'Egalité), exprimé notamment par affiches, à voter "Lutte Ouvrière", et de celui de la Ligue Socialiste des Travailleurs (LST-affiliée à la LIT, Ligue Internationale des Travailleurs). Et nous remercions ces camarades de leur soutien.

"Paris, le 12 mars 1992
à Lutte Ouvrière

Message de la LCR au meeting parisien de Lutte Ouvrière

Chers camarades,

Nous tenons à vous apporter notre salut fraternel à l'occasion de ce meeting central de votre campagne électorale en Ile-de-France.

Comme vous le savez, notre congrès a décidé d'appeler à voter préférentiellement pour les listes de votre organisation aux régionales et nos camarades font campagne en ce sens dans les 30 départements où vous êtes présents. Ailleurs, nous appelons à voter quand il s'en présente pour des listes clairement indépendantes du gouvernement et des forces de la gauche officielle. Notre journal, Rouge, donnera la semaine prochaine la parole à la camarade Arlette Laguiller. Nous souhaitons enfin, comme vous, pouvoir nous réjouir le 22 mars au soir de l'élection de militantes et militants révolutionnaires dans plusieurs conseils régionaux.

Notre choix tactique pour cette échéance électorale était pourtant différent du vôtre. Nous souhaitions que se réalisent de larges coalitions qui permettent sur quelques points de présenter un front électoral de masse, efficace, plus crédible que ne peuvent l'être dans la situation présente les seules forces révolutionnaires et sans naturellement que celles-ci n'abdiquent en rien ce qu'elles sont et ce pour quoi elles luttent. Hormis la Haute-Loire où une liste de ce type, conduite par notre camarade Raymond Vacheron, sera présente, cette démarche ne s'est pas concrétisée. Et nous le regrettons. Dans ces conditions, nous n'avons pas jugé possible d'investir beaucoup d'argent et de forces dans la présentation de listes de la LCR et donc décidé de vous apporter notre soutien.

Pour nous, les priorités de l'heure se situent sur le terrain des luttes de résistance à la politique gouvernementale dans la jeunesse comme dans la classe ouvrière et dans l'impérieuse nécessité de conjurer la catastrophe en faisant reculer la menace fasciste. Sur ce terrain, les organisations révolutionnaires ont une responsabilité particulière que nous tentons d'assumer tant à Paris qu'en province. Ce sont elles qui sont le mieux placées pour initier une politique de front unique et déjouer dans ce cadre toutes les manœuvres réformistes pour dévoyer ce combat. Ainsi, avons-nous agi le 25 janvier dernier avec la marche unitaire antiraciste, ainsi agirons-nous avec la manifestation de mercredi prochain à 19 h à la Gare de l'Est à l'occasion du meeting de Le Pen au Zénith. Et de même demain avec la manifestation unitaire du Premier Mai à la préparation de laquelle nous travaillons.

Chaque fois, camarades, nous vous proposons de vous associer à ces efforts, convaincus que l'intervention unie de nos deux organisations sur ce terrain, comme sur beaucoup d'autres, reste le meilleur moyen d'étendre l'influence des révolutionnaires et de leurs idées.

Recevez notre salut fraternel, de communistes et de révolutionnaires.

Pour le BP de la LCR
Jean-Louis Michel".

FETES DE LUTTE OUVRIERE

NANCY
Samedi 28 mars
à partir de 15 h
Centre Socio-Culturel Jean L'Hôte
NEUVES-MAISONS

SAINT-NAZAIRE
Samedi 28 mars
de 16 h à 24 h
Salle Jacques Brel
SAINT-NAZAIRE

Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres.

Arlette Laguiller à la Mutualité

ZOCCOLAN/gamma

"REDONNER CONFIANCE DANS L'IDÉE D'ÉMANCIPATION SOCIALE"

Nous publions ci-après des extraits de l'intervention d'Arlette Laguiller à la Mutualité, le 13 mars à Paris, lors du meeting de soutien aux listes Lutte Ouvrière de l'Ile-de-France.

"Le moins qu'on puisse dire, c'est que ces élections régionales ne suscitent pas d'enthousiasme. Et il n'y a en effet pas de quoi.(...)

Le seul enjeu est qu'elles constituent un sondage en grandeur réelle de l'image des différents partis politiques dans l'opinion des électeurs.

Or, tous les sondages annoncent l'effondrement électoral du Parti Socialiste. Et comme ces élections régionales seront suivies, l'an prochain, d'élections législatives, chacun des grands partis tente de se mettre sur une bonne ligne de départ pour participer à la curée au cas où le Parti Socialiste quitterait sans gloire le pouvoir.

LA GAUCHE FAIT LA POLITIQUE ET LE LIT DE LA DROITE

Une fois de plus, comme chaque fois qu'il lui est arrivé de parvenir à la direction du gouvernement, la gauche le quittera en laissant derrière elle des déceptions, des frustrations et en laissant à la droite un boulevard pour reprendre la direction des affaires.

Il en fut ainsi avec le gouvernement du Front Populaire porté au pouvoir grâce à la formidable mobilisation de la classe ouvrière en juin 1936, mobilisation que le Front Populaire avait canalisée, freinée, trahie, avant de s'effondrer. La même Chambre élue en 1936 avait alors mis elle-même un point final à son existence au début de la guerre, puis elle a voté les pleins pouvoirs au maréchal Pétain après la défaite de juin 1940.

Il en fut ainsi au lendemain de la guerre où la participation gouvernementale du Parti Communiste et du Parti Socialiste d'abord, puis du Parti Socialiste seul, s'est conclue par l'arrivée au gouvernement d'une majorité de droite.

Il en fut ainsi en 1956 où le gouvernement de Front Républicain dirigé par le socialiste Guy Mollet, élu sur un programme de paix en Algérie, a intensifié la guerre et a dû quitter, quelques mois après, le gouvernement. Le dernier geste politique du chef de la SFIO socialiste fut de dérouler le tapis rouge devant les pieds du général De Gaulle, inaugurant ainsi 23 années ininterrompues de gouvernements de droite. (...)

Cette fois, le système institutionnel de la Ve République, c'est-à-dire le pouvoir présidentiel, aidant, le Parti Socialiste est resté bien plus longtemps au pouvoir qu'en 1936, en 1945 ou en 1956. Mais, le moment venu, s'il quitte le gouvernement, ce sera après avoir, une fois de plus, déçu, trahi son propre électorat. Mais, cette fois-ci, il laissera peut-être, en plus, en héritage, un parti d'extrême-droite, dont l'influence électorale atteint ou dépasse tous ceux que l'on a connus depuis la fin de la guerre. (...)

EN 1981, S'ATTAQUER À LA CLASSE OUVRIERE

Au moment où, en 1981, l'Union de la Gauche est arrivée au pouvoir en France, l'économie capitaliste était déjà en difficulté depuis plusieurs années. Le patronat ne pouvait espérer le maintien de ses profits par l'accroissement de ses ventes. Les marchés étaient stagnants. Les patrons ont toujours eu leurs recettes pour ce genre de situation : rétablir et même accroître leurs marges bénéficiaires au détriment des travailleurs, abaisser le salaire réel et le pouvoir d'achat des travailleurs, licencier pour faire le même travail avec moins de travailleurs, augmenter les cadences, généraliser le travail précaire au détriment du travail stable. Mais imposer tout cela à la classe ouvrière, sans déclencher de réactions susceptibles de devenir dangereuses pour le patronat, exigeait un certain rapport de forces. Et c'est là où l'Union de la Gauche et le Parti Socialiste ont été précieux pour le patronat.

Pour s'attaquer à la classe ouvrière, le patronat pouvait certes compter sur la pression du chômage. Mais avec un gouvernement de droite, dont les travailleurs se méfiaient, le patronat ne pouvait pas être certain des réactions de la classe ouvrière. C'est l'Union de la Gauche qui aura réussi là où, peut-être, sans doute, la droite aurait eu des difficultés. C'est elle qui a réussi à ligoter la classe ouvrière, émousser sa capacité de résistance à un moment décisif.

Au début, l'Union de la Gauche s'est appuyée sur les illusions que son arrivée au gouvernement avait suscitées dans la classe ouvrière pour appeler à la patience. Elle s'est opposée aux grèves dès les premières réactions des travailleurs contre les coups du patronat.

Qui parmi les travailleurs qui ont vécu cette période pourrait avoir oublié que c'est un gouvernement de gauche, avec des ministres communistes, qui a donné le feu vert à Calvet pour un plan de licenciements de plusieurs centaines de travailleurs à Talbot-Poissy ? Qui pourrait avoir oublié que c'est Mauroy, le Premier ministre de l'époque, qui, pour désavouer les réactions des travailleurs de Talbot en majorité immigrés, a osé parler de la *"grève des ayatollahs"* ? Et ce sont ces gens-là qui aujourd'hui font semblant de partir en croisade contre les racistes et Le Pen !

L'Union de la Gauche s'opposait au début aux réactions propres à la classe ouvrière, en répétant qu'il ne fallait pas compromettre l'expérience de la gauche au pouvoir. Voilà l'argument qui, répercuté dans la classe ouvrière par les partis, les appareils syndicaux liés à l'Union de la Gauche, a paralysé les militants et désorienté la masse des travailleurs. (...)

LA GAUCHE A OSÉ CE QUE LA DROITE N'A PAS OSÉ

Au fil des mois passés au pouvoir, le Parti Socialiste, aidé un temps par le Parti Communiste, a abandonné tout ce qui, dans le programme qu'ils avaient tous les deux défendu avant les élections, pouvait passer pour favorable aux travailleurs, pour épouser ouvertement et pour ainsi dire fièrement la politique du grand patronat.

Lorsque les partis de l'Union de la Gauche étaient dans l'opposition, ils critiquaient les intérêts privés au nom des intérêts collectifs. Ils affirmaient vouloir brider le capitalisme sauvage par des lois sociales favorables aux travailleurs. Ils prétendaient vouloir prélever sur les classes riches de quoi aider les plus démunis. Ils cultivaient toute une phraséologie sur le progrès social, sur les services publics, sur la laïcité...

C'était de toute façon du paternalisme réformiste. Mais, enfin, tant que la gauche dans l'opposition défendait ces idées, étant donné son poids, étant donné son influence électorale, tout cela accréditait l'idée qu'il était possible de mener une autre politique que celle de la droite, entièrement subordonnée aux intérêts du patronat.

De la part de la direction du Parti Socialiste et même du Parti Communiste, tout cela n'était, même à cette époque, que des mots destinés à tromper les travailleurs pour capter leurs voix. Mais tout cela allait dans le sens de l'idée qu'après tout, l'argent de l'Etat, fourni pour l'essentiel par les impôts des classes populaires, pouvait et devait servir à la collectivité au lieu d'être mis à la disposition des seules classes riches.

Tout cela allait dans le sens de l'idée que si l'Etat utilisait son budget à amélio-

AFP

Le gouvernement Mauroy, avec, entre autres, Fabius, Cresson, Fiterman...

AFP

La grève chez Talbot en décembre 1983.

rer les services publics, à embaucher des infirmières et du personnel soignant dans les hôpitaux, à embaucher des agents supplémentaires aux PTT, à la RATP, à la SNCF, il pourrait rendre service à toute la société et améliorer la vie sociale dans les villes de banlieue; ou pour les services publics en utilisant le maximum de biens disponibles.

Tout cela allait dans le sens de l'idée qu'il valait mieux que l'argent de l'Etat soit ainsi utilisé à améliorer les retraites, la protection sociale, et de façon plus générale à mieux aider les plus démunis de la société, plutôt que d'être dépensé à fonds perdus pour subventionner la classe riche.

Mais il n'a pas fallu bien longtemps au Parti Socialiste une fois au pouvoir pour abandonner son réformisme à l'eau de rose et pour se mettre ouvertement, obséquieusement au service du grand patronat et des possédants. (...)

Le bilan désastreux que le gouvernement socialiste laisse derrière lui n'est pas seulement matériel. Il est aussi moral, et les deux sont liés car, si la bourgeoisie occupe le haut du pavé, c'est parce qu'elle ne trouve pas d'opposition, dans une classe ouvrière désorientée.

Il faut lui rendre cette justice, le Parti Socialiste n'est pas le seul responsable de cette situation. D'abord parce que, ici même en France, il n'aurait jamais pu ligoter la classe ouvrière au moment de son accession au pouvoir sans la complicité active de la direction du Parti Communiste. Car qui donc, pendant les années d'opposition, a fait de Mitterrand le leader de l'Union de la Gauche ?

Et puis, après 1981, le Parti Socialiste aurait pu gouverner seul, car il avait la majorité au Parlement. Mais Mitterrand a fait le choix d'acheter la caution du Parti Communiste. Et il l'a obtenue, sans que cela lui coûte bien cher : quatre strapontins ministériels.

Maintenant, depuis les législatives de 1988, le Parti Socialiste n'a plus de majorité à l'Assemblée nationale.

Sans le soutien des votes communistes en certaines circonstances, sans sa neutralité bienveillante en d'autres, le gouvernement socialiste qui n'a plus de majorité au Parlement depuis 1988 aurait été renversé depuis bien longtemps. Et s'il était vrai que le PCF pouvait faire pression sur le gouvernement socialiste, cela aurait été dans ces circonstances.

Mais, depuis bien avant leur accession au pouvoir, le socialisme, le communisme, les traditions ouvrières, les idées de l'émancipation du monde du travail, n'étaient plus que des mots creux pour des partis qui prétendaient représenter la classe ouvrière. Et, avec l'accession de ces partis au gouvernement, il y a eu un pas de plus de franchi. Le Parti Socialiste a depuis longtemps oublié jusqu'aux mots. Il a repris une fois de plus, comme plusieurs fois dans son histoire, le langage de la droite pour prêcher aux travailleurs les idées des patrons. Les militants ouvriers, les travailleurs qui se sentaient les plus concernés par la politique ne savent plus où ils en sont, ne voient plus où vont les partis qui se réclament d'eux. (...)

IL FAUT QUE LES TRAVAILLEURS S'OCCUPENT DE POLITIQUE

Il faut que les travailleurs s'occupent de politique, mais pas seulement dans les isoloirs. Le mot même d'isoloir veut bien dire ce qu'il dit : isoler les électeurs les uns des autres, les laisser seuls face au choix du politicien qui, une fois élu, ne respectera pas ce qu'il avait promis. Ne serait-ce que pour la simple et bonne raison que les hommes politiques responsables aux différents niveaux sont choisis, sélectionnés en fonction de leur fidélité à la classe des possédants. (...)

Les bourgeois, eux qui ont pourtant l'appareil d'Etat à leur disposition, exercent une pression politique permanente sur la société, pour véhiculer leurs idées, pour imposer dans tous les domaines leur vision de la société, pour obtenir des lois et des dispositions juridiques qui les arrangent et, évidemment, pour obtenir des avantages matériels. Ils exercent cette pression permanente par l'intermédiaire de leurs hommes politiques, mais aussi, en se payant des journaux, des chaînes de télévision. (...)

On se souvient comment les différentes catégories de la petite bourgeoisie, des médecins aux paysans, en passant par les curés et les suppôts de l'école confessionnelle, ont pu, par leurs manifestations dans la rue, faire reculer le gouvernement de l'Union de la Gauche, y compris sur des questions aussi anodines, aussi peu nuisibles à la bourgeoisie, que la laïcité.

Eh bien, la classe ouvrière a infiniment plus de puissance que toutes ces catégories sociales. (...)

Mais c'est aussi la renaissance du mouvement ouvrier, sa présence dans la vie politique, aussi bien que dans la vie sociale, dans les quartiers, la démonstration de sa capacité d'organiser la résistance de la classe ouvrière, de sa capacité d'incarner un espoir de changement pour tous les démunis de la société, qui pourraient constituer un contrepoids collectif à l'infection collective qu'est en passe de devenir le lepénisme.

LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE ORGANISÉE EN DÉPIT DU BON SENS

La société capitaliste est une société organisée en dépit du bon sens. Il y a une multitude de besoins à satisfaire, même dans un pays aussi riche, aussi développé qu'est la France.

La société dispose pourtant de bras et des compétences nécessaires pour satisfaire ces besoins. Pourquoi ne les utilise-t-elle pas à cette fin ? Le chômage, c'est une aberration, c'est de la folie furieuse quand on y pense. (...)

Pourquoi ? Parce que l'argent manque ? Ce n'est même pas vrai ! Seulement, cet argent, ces capitaux nécessaires dans cette société capitaliste pour mettre en marche les moyens de production, sont à la disposition discrétionnaire d'une minorité capitaliste qui en fait l'usage qu'elle veut, en fonction de ce qui lui rapporte le plus.

Tout le monde sait que depuis dix ans, depuis quinze ans, ce qui rapporte le plus aux capitalistes, c'est la spéculation financière. Aussi, de moins en moins de capitaux sont-ils investis pour développer la production. Ils ont même tendance à être retirés de la production pour être placés dans des opérations financières. (...)

Rien qu'avec ce dont dispose l'Etat dans un pays comme la France, on pourrait pourtant mettre immédiatement fin au chômage si cet argent de l'Etat était utilisé par l'Etat pour développer et améliorer les services publics, construire des logements sociaux, produire et commercialiser à prix coûtants des articles de première nécessité que les plus démunis n'ont pas aujourd'hui les moyens de se procurer.

Mais demander cela au gouvernement, même dirigé par des socialistes, c'est demander l'impossible. Il faudrait, pour imposer cela, un mouvement ouvrier puissant, organisé, sans respect pour l'argent et la propriété privée capitaliste acquise par l'exploitation, capable d'entraîner toute la classe ouvrière, capable d'influencer les autres catégories sociales.

Ce n'est pas utopique. C'est une question de rapport de force. (...)

LA PUISSANCE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Il y a des moments où les rapports de force changent et où cette classe ouvrière, qui peut sembler résignée, d'un seul coup se révèle d'une puissance que ses détracteurs n'osent même pas soupçonner.

Qui a vu venir, même seulement quelques semaines avant, cette révolution du prolétariat russe de 1917 qui, pourtant, devait bouleverser le monde ?

Qui a vu venir, en son temps, le puissant mouvement gréviste de juin 1936, quelques mois seulement avant qu'il se produise ?

Qui a même vu venir la grève générale de 1968 ?

Eh bien, nous faisons confiance au prolétariat. (...)

Oui, nous sommes de ceux qui pensent qu'une organisation économique où la production est depuis longtemps collective, sociale et internationale, ne peut pas être dominée perpétuellement par les intérêts privés de quelques groupes capitalistes.

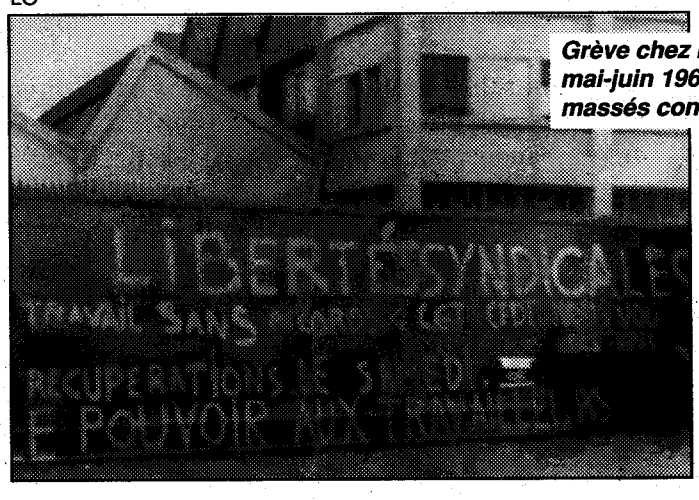
Oui, nous sommes de ceux qui pensent que l'exploitation, que la concurrence, n'ont pas d'avenir et que, tôt ou tard, l'économie sera organisée collectivement, de façon planifiée, de telle sorte que la production soit dirigée vers la satisfaction des besoins.

Oui, nous sommes de ceux qui pensent que les Etats nationaux, les frontières, les hymnes, les drapeaux nationaux, c'est dépassé.

Oui, le communisme, le socialisme, l'idéal d'une société débarrassée de l'exploitation, d'une économie rationnelle, organisée, ce sont de vieilles idées du mouvement ouvrier. Le mouvement ouvrier s'est même constitué autour de cela.

Et c'est autour de ces idées qu'il devra se reconstituer. (...)

LO



Grève chez Peugeot en mai-juin 1968. Les ouvriers massés contre les CRS.

AFFIRMER SES CONVICTIONS COMMUNISTES

Alors, je dis à ceux d'entre eux qui veulent réellement affirmer leurs convictions communistes, qu'ils le feront avec infiniment plus de clarté en votant pour les listes présentées par Lutte Ouvrière, qui n'a jamais abandonné le communisme et ses idées pour aucune alliance, pour aucune participation gouvernementale. (...)

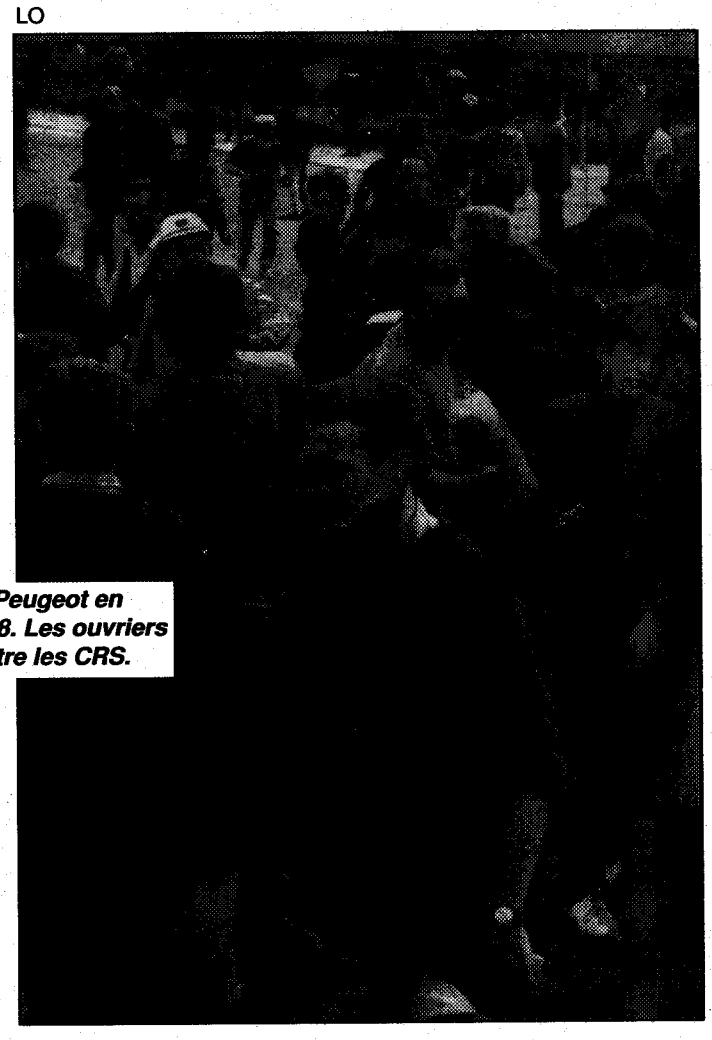
Nous nous présentons pour redonner vitalité aux idées socialistes, communistes, en lesquelles les travailleurs ont perdu confiance du fait de la politique des partis qui portent ces étiquettes. Nous nous présentons dans ces élections en communistes révolutionnaires que nous sommes, c'est-à-dire en militants d'une transformation radicale de la société. (...)

Nous nous présentons pour dire aux travailleurs qu'ils ne doivent pas rejeter leur déception du Parti Socialiste, du Parti Communiste, sur les idées socialistes, les idées communistes.

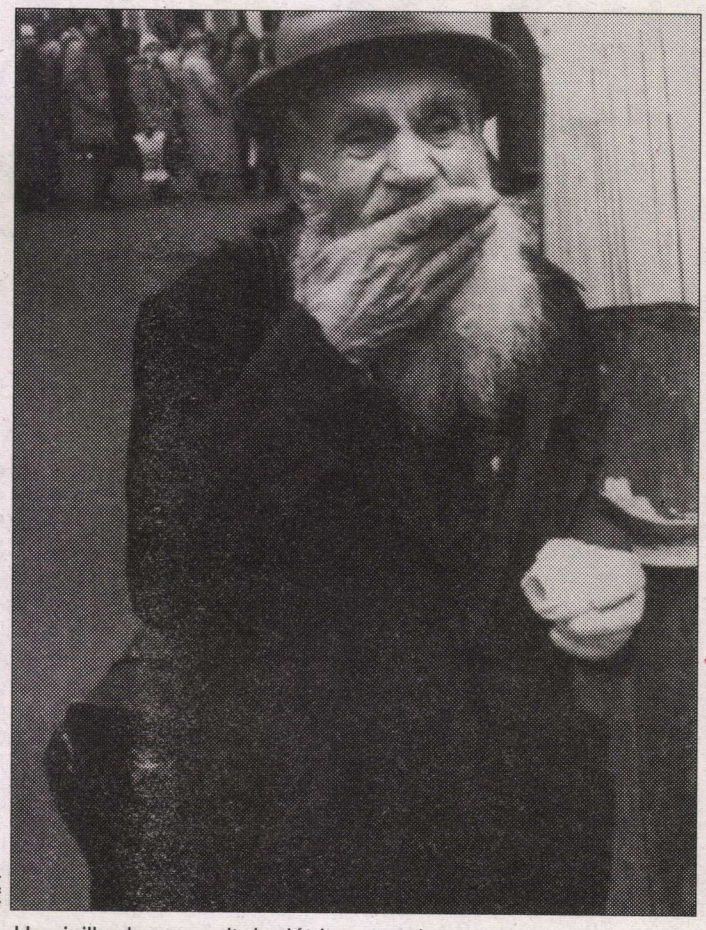
Voilà pourquoi nous nous présentons. Et que ceux qui partagent nos idées votent pour nous. S'ils sont suffisamment nombreux pour s'affirmer, il sortira quelque chose d'utile de ces élections car cela contribuera à redonner confiance dans les idées d'émancipation sociale, et c'est à peu près tout ce qui peut en sortir de bon !

Mais même s'ils sont peu nombreux, ceux qui voteront pour ces idées affirmeront par leurs votes qu'une flamme se maintient. Et cette flamme, j'en suis sûre, embrasera un jour le monde !"

LO



UN PAYS EN ÉTAT DE DÉLABREMENT AVANCÉ



AFP

Un vieillard se nourrit de détritus, pendant que, derrière lui, des Moscovites font la queue.

Le 17 mars, à l'appel du bloc des "conservateurs" de l'ancien appareil et des nationalistes, s'est tenu aux environs de Moscou le "6e Congrès des députés du peuple de l'URSS". Ce congrès, qui n'a réuni que 10% des députés de l'ex-URSS mais était appuyé d'une manifestation importante, visait comme d'autres initiatives "conservatrices" récentes à capitaliser le mécontentement suscité par la politique d'Eltsine, qui a provoqué un appauvrissement de la majorité de la population et l'effondrement de l'URSS, en tant qu'Etat unifié.

Bien entendu, les "conservateurs" (qu'ils se revendiquent de Staline, du tzar ou des deux), pas plus que le vice-président russe, Routskoï, qui ne cesse de dénoncer *"l'impasse politique, économique et sociale"* dans laquelle Eltsine a conduit le pays, ne se soucient des intérêts réels des petites gens. Mais le mécontentement de la population, lui, est bien réel.

HAUSSES DES PRIX ET CHOMAGE

Même la presse pro-eltsinienne reconnaît qu'en un an le pouvoir d'achat des salaires et des pensions a été divisé par trois et plus. Aujourd'hui le minimum vieillesse ou une bourse d'étudiant ne permettent d'acheter qu'un kilo de saucisson par mois. A Moscou, envoyer un enfant à l'école maternelle coûte désormais 1 500 roubles par mois, l'équivalent de deux mois de salaire pour un ouvrier qualifié, de plus d'un mois pour un chirurgien ou un professeur de faculté.

Si les travailleurs sont les principales victimes de la "vérité des prix" décrétée par Eltsine, et voulue par les banquiers occidentaux du FMI, une frange de cette petite bourgeoisie qui, il y a six mois, ne jurait que par le "marché" et acclamait les "démocrates" comme ses sauveurs, a aussi vu fondre son niveau de vie... si elle ne s'est pas reconvertie dans le "business".

Selon des données officielles, il faut gagner au moins 2 000 roubles pour vivre décemment, un minimum que n'atteignent pas 80% de la population. La masse des mécontents ne fait que croître, quand l'inflation atteint 400% en janvier ; quand en Ukraine la moitié du salaire est versée en coupons et que, comme le raconte le journal des milieux d'affaires *Kommertsant*, dans une grande ville comme Lvov on donne des feuilles de coupons à la place du papier dans les WC publics ! Titrant : *"Les coupons n'ont pas d'odeur"*, ce journal donne clairement à entendre qu'ils n'ont pas non plus de valeur, même si on paie les salariés avec.

Des salariés qui commencent à souffrir d'un mal dont, malgré les aspects odieux du régime précédent, ils étaient jusqu'alors épargnés : le chômage. *"Pour l'instant on ne travaille pas sur carte de rationnement, mais faire la queue pour avoir du travail est dans l'ordre des choses"*, annonçait récemment le journal *Sména*, à propos de *"la foire aux emplois disponibles"* de Léningrad. Dans la seconde ville du pays on a recensé dix mille chômeurs, mais combien y en a-t-il dans tout le pays ? Si, il y a un an encore, les panneaux à la porte des entreprises regorgeaient d'offres d'emploi, la rupture des liens entre Républiques, en paralysant production et approvisionnement, pousse les entreprises à recourir au chômage technique, voire à licencier.

Mais le "marché" étant le marché, il y a encore des secteurs ou l'on "embauche", telles ces sociétés de service qui, dans le métro et dans la presse, proposent aux *"jeunes filles jolies et pas farouches de passer des soirées avec des touristes américains, qui payent tout en devises"* !

LE "MARCHÉ", QUEL MARCHÉ ?

Des toilettes publiques de Lvov aux offres de "travail" comme prostituée à Moscou et Léningrad, le "marché" à peine né dégage déjà une odeur de pourriture et de décomposition avancée.

"Manager", "brocker", "businessman", "sponsor" : ces mots que le russe a directement importés de l'américain désignent désormais les "héros" de cette couche infime de la population qui pille, détourne tout ce sur quoi elle peut mettre la main. Il y a peu, la revue *Literatournaïa Gazeta* expliquait que *"la libération des prix a profité uniquement à un groupe de nouveaux riches"*, provenant surtout de l'ex-nomenklatura et du "milieu" ; des "nouvoriche", comme disent les Russes, dont le Premier ministre finlandais, malgré la retenue diplomatique que lui impose le courant commercial entre son pays et la Russie voisine, déclarait récemment qu'ils confondent souvent affaires et gangstérisme.

Eltsine a beau invoquer les effets prédateurs de la mafia, pour expliquer que ses "réformes" n'ont ni apporté le bien-être promis, ni permis de créer un "vrai" marché comme aux Etats-Unis ou en Europe de l'Ouest, bien malin qui distingue la frontière entre les chevaliers du "marché" et les gangsters. Dans les pays impérialistes le "marché" régule tant bien que mal la production. Dans ce qui reste de l'URSS, le "marché" n'est qu'un marché aux puces où l'on vend au prix du "noir" les ruines de l'industrie soviétique, ce qui ne durera que jusqu'à épuisement des stocks que les maîtres actuels des Républiques sont bien incapables de renouveler par les voies du capitalisme.

LA "BOURSE" ET LA VIE

Les Bourses de commerce se sont tellement multipliées qu'il y en a plus dans l'ex-URSS que dans tous les pays capitalistes développés réunis. Ces Bourses négocient, pour leur plus grand profit, tout ce que les "brokers" et leurs protecteurs politiques retirent du circuit de la consommation et de la production d'Etat. Ces Bourses apparaissent aussi vite qu'elles font faillite, de petits futés partant avec la caisse (10 millions de roubles, dans le cas de la VBN). Et pour des milliards de roubles de fonds publics détournés par la société privée Kolo - un scandale dénoncé par les eltsiniens comme une *"privatisation par la nomenklatura"*, sans doute parce que ses initiateurs n'appartiennent pas à la même fraction de la nomenklatura qu'eux - combien d'affaires auxquelles personne ne trouve rien à redire en haut lieu ? Combien de responsables politiques tels que ceux de Tioumen et du Tatarstan qui, en trois mois, ont bradé contre des devises versées sur des comptes à l'étranger, pratiquement la production du pétrole annuelle de toute la Russie, provoquant de graves pénuries de carburant cet hiver dans les transports et le chauffage des bâtiments ?

Pénuries, désorganisation économique, chute brutale du niveau de vie, disette (selon un sondage paru dans la presse, 15% de la population dit connaître la faim) : tel est le prix dont la population de l'ex-URSS paye le pillage effréné des bureaucrates ayant appris à vendre mais oublié comment on produit.

Pierre LAFFITTE

LA FIN DE LA "PRAVDA" MAIS DE LAQUELLE ?

Sous le titre *"La Pravda ou la fin d'une triste histoire"*, le journal *Le Monde* rapporte comment, le 14 mars, ce journal a cessé de paraître. Et *Le Monde* d'affirmer que le journal, fondé à l'initiative de Lénine, avait été victime du fait que *"soixante-quinze ans de soutien absolu à la dictature ne s'effacent pas en un jour, ni en six mois"*.

Que *Le Monde* prenne prétexte de la disparition de la *Pravda* pour dire à nouveau, comme toute la bourgeoisie, que *"le communisme, c'est fini"*, cela n'a rien d'étonnant. Même si pour ce faire, il amalgame sans scrupule ceux qui luttaient pour le communisme et les staliniens qui les ont éliminés et passe sous silence le fait que les gens au pouvoir actuellement dans l'ex-URSS, et qui ont droit aux amabilités du *Monde* ont un passé chargé de soutien à la dictature.

Le maire de Léningrad, Sobtchak, collaborait avec le KGB sous Brejnev, lors de la répression des dissidents ; celui de Moscou, Popov, fit toute sa carrière dans l'appareil du parti ; Bourboulis, bras droit d'Eltsine, était un nomenklaturiste responsable de l'enseignement de l'histoire du parti ; Eltsine, cet ex-membre du Politburo, a commencé sa carrière dans une région truffée de camps, l'Oural, en étant chargé d'y intensifier le rendement des déportés. Tous les politiciens - ou peu s'en faut - au pouvoir en Russie, en Ukraine et dans le reste de l'ex-URSS, ont été des produits et des piliers de la dictature. Même s'ils se sont rebaptisés "démocrates"... cherchant à gommer ce qui pourrait rappeler leur passé.

Et cela vaut aussi pour des journaux, telles les *Izvestia* qui, au moment même où cessait de paraître la *Pravda*, fêtaient leurs 75 ans... même si le journal révolutionnaire qu'elles avaient été à l'origine était mort depuis fort longtemps. Elles continuent de paraître parce qu'elles ont adopté le ton à la mode dans les actuelles sphères dirigeantes. La *Pravda*, elle, continuait à se faire l'écho de ceux qui peu ou prou refusaient de renier l'ancien régime. De journal officiel de la bureaucratie, la *Pravda* est devenue un journal d'opposition d'une fraction de celle-ci envers le nouveau régime. Elle cherchait à gagner les faveurs d'un public victime de la situation économique, titrant en Une, comme le 28 février : *"Le marché c'est bien, mais la vie nous est encore plus chère"*. Un humour noir, qui à défaut de faire rire son million de lecteurs - et plus encore de convaincre sur son amour de la "vie" - devait faire grincer des dents Eltsine et quelques autres. Qu'ils aient voulu faire taire ce journal en lui coupant, entre autres choses, l'accès aux stocks de papier, c'est sans doute ce que les eltsiniens appellent la "démocratie" par opposition à la "dictature"...

LA PRESSE DE LA REVOLUTION ET CELLE DE LA REACTION

La *Pravda* fut fondée en 1908 à Vienne, par Trotsky et par un groupe de révolutionnaires russes de l'émigration. En avril 1912, ce titre est donné à l'organe de la tendance bolchévique de la social-démocratie ; éditée légalement, elle est rédigée et diffusée de façon clandestine par des militants, des travailleurs bolchéviks - en un an, elle publia plus de 11 000 correspondances d'entreprises ! Après maintes poursuites des autorités tzaristes, elle dut cesser sa parution à la veille de la guerre de 1914 pour ne ressurgir qu'en 1917.

Ceux qui la faisaient vivre alors n'avaient évidemment rien à voir avec les bureaucrates installés au pouvoir et qui, avec Staline, commencèrent, dès 1922-23 lors de la maladie de Lénine, par refuser les articles de ce dernier attaquant la bureaucratie, avant de bannir du journal comme du parti, puis d'exterminer, ceux qui osaient continuer à défendre les idées révolutionnaires.

Les *Izvestia*, elles, furent fondées comme organe du Soviet de la capitale (présidé par Trotsky) lors de la révolution de 1905. La révolution de février 1917 les vit ressortir, en tant que voix du Soviet des députés des ouvriers et soldats de Pétrograd.

Elles aussi devinrent le porte-parole du prolétariat révolutionnaire, avant que la réaction bureaucratique ne les transforme en chantre du régime stalinien.

En 1936, lorsque s'ouvrit le premier procès de Moscou contre les anciens compagnons de Lénine, la *Pravda* et les *Izvestia* n'étaient plus que des relais de la dictature. Le 25 août 1936, les *Isvestia*, sous la direction d'un Boukharine que n'avaient pas encore broyé les procès staliniens, insultait les accusés : *"Ils n'ont rien dans l'âme, si ce n'est une haine bestiale (...) contre notre soleil Staline"*. Le lendemain, elles qualifiaient la condamnation à mort de Zinoviev, Kaménev et leurs compagnons *de "seul humanisme, de défense du régime qui, sous la direction du grand Staline, assure à des millions d'hommes une vie nouvelle, une vie libre"*. La *Pravda* du 27, à l'annonce de l'exécution des condamnés, jubila : *"Depuis que c'est fait, on respire mieux, l'air est plus pur, nos muscles acquièrent une nouvelle vie, nos machines marchent plus allègrement, nos mains sont plus prestes"*.

Cette *Pravda*, ces *Izvestia-là*, ces piliers de la dictature, ont formé les Eltsine et compagnie, ils ont écrit pour elles, apportant ainsi - et de bien d'autres façons - leur pierre à l'édifice de la dictature.

Рынок хорошо, а жизнь дороже

Не вешать носа!

ПРАВДА

Газета основана 5 мая 1912 года по инициативе В. И. Ленина

28 февраля 1992 г., пятница № 45 (26799) Цена свободная

ВЗГЛЯД с улицы «Правды»

Новости читает и комментирует Василий АНДРЕЕВ

Если не договариваются президенты, то говорят пушки

Un des derniers numéros de la *Pravda*, déjà sans Lénine ni faucille et marteau, avec en manchette : "Le marché c'est bien, mais la vie nous est encore plus chère".

LA CRÉATION D'UNE ARMÉE RUSSE

A quelques jours d'un sommet de Kiev des dirigeants des Républiques de la CEI qui doit sceller, entre autres choses, le sort de l'armée ex-soviétique, Eltsine, le président de la Russie, vient d'annoncer la création d'une armée nationale russe.

Depuis le sabordage de l'Union Soviétique en décembre dernier sous les coups conjugués de diverses fractions de la bureaucratie, un compromis fragile s'était mis en place, sous la forme d'une armée dite de la CEI qui, tout en maintenant un commandement commun (au moins des forces stratégiques et nucléaires), faisait la part belle aux différentes Républiques, laissées libres de créer leurs propres armées ou milices nationales. A dire vrai, cela ne faisait qu'entériner une réalité établie : des Républiques, de fait indépendantes, ayant toutes plus ou moins entrepris de rompre avec toute espèce de contrôle central, surtout dans le domaine militaire.

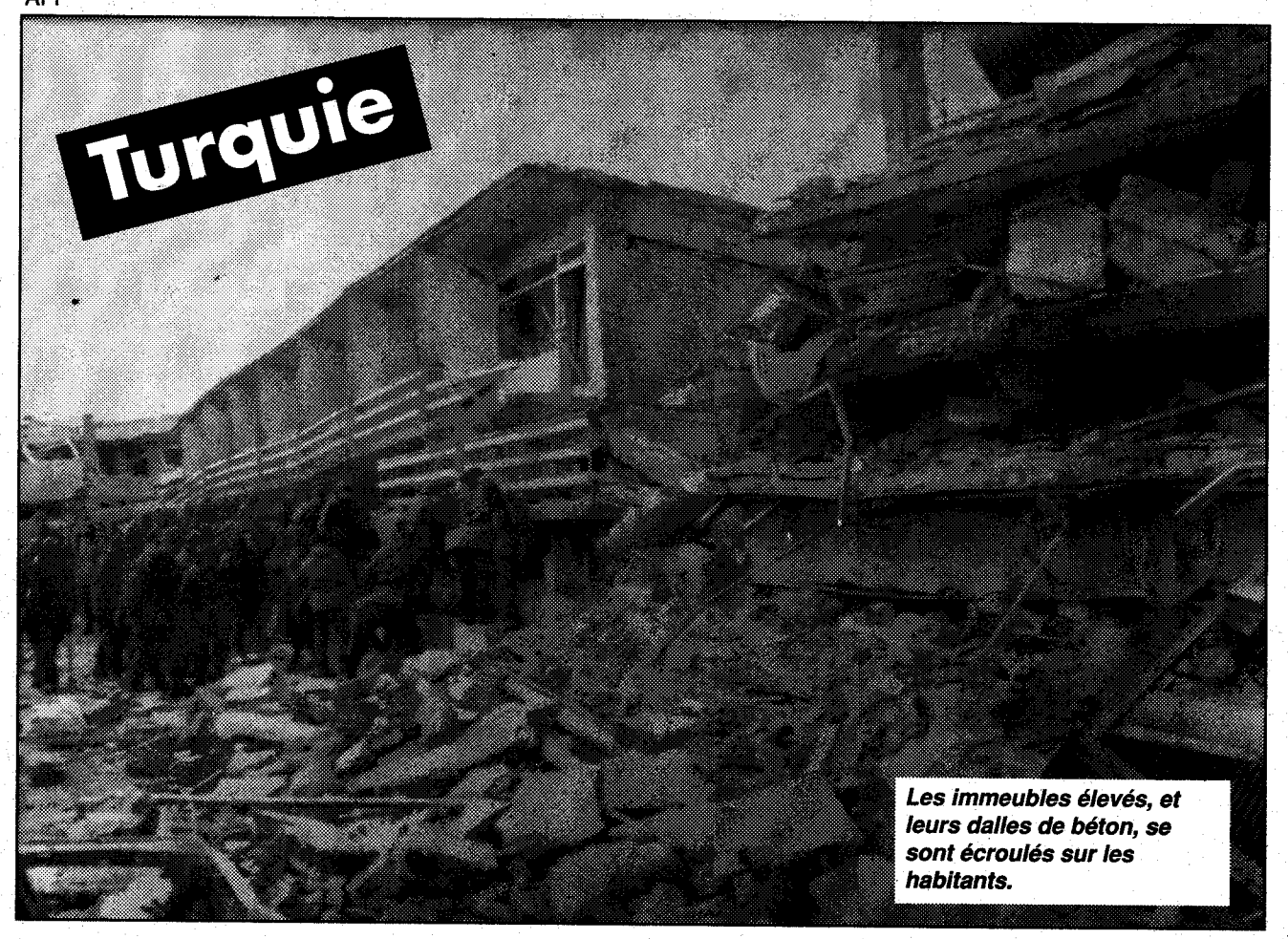
Jusqu'à présent, le domaine militaire restait un de ceux où Eltsine tentait de se poser en héritier de l'URSS. Il participait comme les autres à la curée pour les dépouilles de l'ex-armée soviétique et ses armements (comme l'a montré le conflit entre la Russie et l'Ukraine pour le contrôle de la flotte de la mer Noire) mais son nationalisme russe en matière militaire se déguisait derrière un masque encore vaguement supranational. Plus maintenant.

C'est sans doute, de la part d'Eltsine, un geste de plus en direction des forces nationalistes, et aussi une façon de justifier son désengagement de conflits tels que ceux du Haut-Karabakh ou de Moldavie. Mais c'est aussi, peut-être, une façon de se protéger de ses propres généraux, à un moment où courent avec insistance des bruits, fondés ou non, de nouveau coup d'Etat.

En effet, à mesure que la popularité d'Eltsine tombe en chute libre dans la population et les sondages, ceux qui visent sa place cherchent de plus en plus des appuis du côté de l'armée. Eltsine, qui est déjà président et Premier ministre, a cherché à contre-attaquer en ajoutant à ses fonctions celle de ministre de la Défense. Rien ne dit que cela lui sauvera la mise. Comme c'est arrivé à Gorbatchev dans le passé, plus il concentre entre ses mains de pouvoirs juridiques, plus le pouvoir et surtout le contrôle de la situation semblent lui échapper, à lui comme à ses pareils, entraînant toujours plus le pays dans le chaos et la misère.

Pierre LAFFITTE

AFP



Les immeubles élevés, et leurs dalles de béton, se sont écroulés sur les habitants.

Le tremblement de terre d'Erzincan

VICTIMES DE LA FATALITÉ ... ET DU RESTE

Combien de morts à Erzincan, cette ville de l'Est anatolien, en Turquie, qui a subi le vendredi 13 mars un violent tremblement de terre ? Quatre jours après la catastrophe, on parlait de près de 400 morts et de plus de mille blessés, un triste bilan dans lequel la fatalité n'est pas seule en cause.

La ville, située comme tout le centre de l'Anatolie sur une ligne de fracture de l'écorce terrestre, avait déjà été détruite par un séisme en 1939. Les constructions de plus d'un étage avaient alors été interdites mais, comme le déclarait benoîtement un officiel turc, *"au bout de dix ans, ce type de consignes s'oublie"*... D'autant plus, devrait-on ajouter, que les requins de la construction sont enclins, en Turquie comme ailleurs et même plus qu'ailleurs, à les "oublier", voire à graisser la patte de quelque autorité pour qu'elle "oublie", elle aussi.

Alors encore une fois des hommes sont morts, écrasés sous les masses de béton des constructions à bon marché dans lesquelles on n'aurait pas dû les faire vivre. Et après le séisme, d'autres encore sont morts, victimes cette fois de la lenteur ou de l'absence de secours. Les principaux ministres turcs se sont bien rendus sur place, tout comme ils s'étaient rendus la semaine précédente sur les lieux de la catastrophe minière de Kozlu. Mais dans cette région à la haute sismicité pourtant bien connue, le régime auquel ils président n'a visiblement pas prévu grand-chose pour intervenir en cas de catastrophe. Les habitants d'Erzincan, et plus encore des villages environnants, ont bien souvent été réduits à fouiller les ruines avec leurs seules mains pour tenter de sauver leurs proches enfouis sous elles.

Bien sûr, des sauveteurs sont venus aussi, britanniques, suisses, italiens, américains ou français, sans qu'ici on laisse passer l'occasion de faire un peu de publicité à "l'action humanitaire" de la France. Mais ils n'étaient pas aussi nombreux qu'il aurait fallu dans des circonstances où, pour sauver des êtres humains ensevelis sous des ruines par moins dix degrés, chaque heure compte. Pas assez nombreux non plus pour gagner la course de vitesse avec les pelleteuses que les autorités ont rapidement mises en action pour déblayer les ruines, avant même de s'être assurées qu'on en avait sorti tous les survivants possibles.

Pas bien loin d'Erzincan, c'est pourtant tout le sud-Est de la Turquie qui est quadrillé par l'armée, avec des moyens considérables, pour mener la lutte contre la guérilla kurde et verrouiller la frontière avec l'Irak. On trouve également la base américaine d'Incirlik, équipée elle aussi de moyens considérables pour surveiller la même frontière.

Et lorsqu'on se souvient comment les grandes puissances - et leurs relais locaux comme la Turquie, toute sous-développée qu'elle soit - ont pu intervenir contre l'Irak il y a un an durant la guerre du Golfe, pour protéger les richesses pétrolières du Koweït et les approvisionnements des grandes compagnies occidentales, on se rend compte combien, lorsqu'il s'agit d'"action humanitaire", les moyens mis en oeuvre sont dérisoires et quel mépris de la vie humaine ils révèlent.

A.F.

LES VERTUS DU MARCHÉ CAPITALISTE OU "DU MOMENT QUE CELA SE VEND"

La presse rapporte un scandale qui défraie actuellement l'Argentine, concernant un hôpital psychiatrique des environs de Buenos Aires.

Sur les malades de cet hôpital, on aurait prélevé des organes : des cornées (dont au moins une fois sur un malade vivant) pour les vendre pour des greffes ; du sang (car en Argentine le sang des transfusions se vend) ; ou tout simplement des bébés, enfants des malades, qui auraient eux aussi faits, l'objet de trafics.

Entre 1976 et 1991, soit en quinze ans, on compterait 1 321 morts et 1 395 disparus.

Pourtant, des bruits avaient couru depuis déjà 1985. Une femme médecin, le Dr Cecilia Jubilio, avait disparu mystérieusement, d'autres avaient démissionné. Mais il a fallu que tout récemment le directeur soit emprisonné, pour escroquerie envers l'Etat, pour que la justice s'occupe enfin de ce qui se passait dans cet établissement.

Il faut dire que le Dr Florencio Sanchez, qui en était le directeur et qui était en même temps propriétaire d'une clinique privée, qui achetait le sang ou des organes à greffer pour les facturer aux patients pouvant payer, avait été félicité l'année dernière par le ministre de la Justice en personne pour son *"excellent travail"*. Peut-être le ministre avait-il reçu une greffe, mais si c'est le cas, c'est peut-être de portefeuille, mais sûrement pas de coeur.

La possibilité de réussir des greffes d'organes a été un énorme progrès médical, relativement récent ; le don d'organes a fourni une preuve qu'il peut y avoir entre les hommes des rapports plus qu'altruistes. Mais l'argent pourrit tout dans cette société.

LA PROSTITUTION DES ENFANTS DANS LE TIERS MONDE ET LES SALOPERIES DU MONDE RICHE

La presse se fait l'écho d'une campagne organisée par l'Association contre la prostitution enfantine dans le Tiers Monde.

Il y a un tourisme occidental particulier vers certains des pays du Tiers Monde et c'est tout juste si dans le prix du billet il n'y a pas, à l'arrivée, forfaitairement, un ou plusieurs petits garçons ou petites filles pour les pédophiles.

On cite aux Philippines des prostitués de 8 à 14 ans, en particulier autour des bases américaines. En Thaïlande, 60 000 bordels utiliseraient les services plus ou moins obligatoires de pas loin d'un million de moins de 16 ans. Au Sri Lanka, c'est plus de 10 000 garçons de 6 à 14 ans qui seraient aux mains des réseaux de prostitution, tandis qu'à Taïwan on peut se procurer un enfant venant de tribus indigènes, simplement en s'adressant à son chauffeur de taxi. Des fillettes du Népal ou du Bangladesh sont vendues à des bordels des Indes, du Pakistan ou du Moyen-Orient.

Bien sûr, ce sont les pays pauvres qui voient leurs gosses vendus, mais ce sont quand même les touristes venus des pays riches qui entretiennent ce trafic.

Dire qu'aux Etats-Unis on parle de castrer les délinquants sexuels... Les juges pourraient peut-être se pointer avec leurs ciseaux dans les bureaux de certaines de leurs compagnies aériennes, ou des nôtres !

Logements vides et sans-abri

LA LOI SUR LA RÉQUISITION TOUJOURS PAS APPLIQUÉE

Il y a aujourd'hui en France, selon les estimations officielles, bien plus de logements vides (en excluant les résidences secondaires) que de sans-logis. C'est dire que les déshérités, qui en nombre croissant couchent dans la rue ou des abris de fortune, pourraient sans problème recevoir un logement.

Pour cela, il ne serait même pas besoin de voter des lois nouvelles. La simple application des textes législatifs existants suffirait. L'article L641-1 du Code de la construction autorise en effet le préfet ou le maire à procéder à la réquisition de logements vacants dans une commune où sévit "la crise du logement". Un texte adopté lors de la période de l'après-guerre lors de la campagne menée par l'abbé Pierre et les organisations de sans-abri. Et toujours en vigueur... théoriquement !

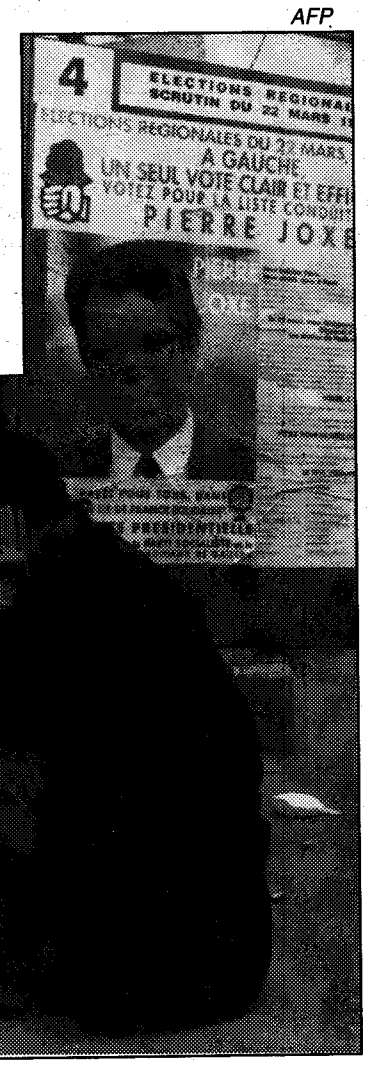
Mais pour donner un toit aux pauvres, il faudrait s'attaquer au mur de l'agent et remettre en cause le sacro-saint principe de la propriété. A commencer par la propriété des compagnies d'assurances, les plus gros investisseurs immobiliers qui pratiquent des loyers prohibitifs et préfèrent ne pas louer durant des mois voire des années plutôt que de baisser leurs prix. Les plus grandes sociétés d'assurances, l'UAP, les AGF, le GAN sont pourtant nationalisées et leurs présidents nommés en conseil des ministres. Mais s'attaquer aux mastodontes de la finance même quand ils dépendent de l'Etat, nos ministres socialistes ne le veulent pas, pas plus que leurs devanciers de droite.

La meilleure preuve en est que lors du vote en mai 1990 d'une belle loi affirmant le droit au logement pour tous et en particulier les plus défavorisés, le gouvernement a sciemment omis de rappeler les dispositions prévoyant la réquisition. Il s'est contenté de promesses. Et d'offrir des avantages fiscaux aux propriétaires de logements vides qui accepteraient de les louer à des personnes à faible revenu ou encore de proposer de faire effectuer à son compte les travaux de remise en l'état en échange d'une mise en location pendant douze ans. Sans succès.

Et en fait de droit au logement le gouvernement s'est contenté d'aménager le déloge-ment en avançant du 1er décembre au 1er novembre l'interdiction des expulsions : sans toucher à la date limite du 15 mars à partir de la quelle elles redeviennent possibles !

P. V.

AFP



Une femme sans domicile devant les panneaux électoraux.

ET REVOILÀ LES EXPULSIONS !

Des expulsés grévistes de la faim à Paris l'année dernière. Va-t-on revoir des campements dans les rues de la capitale ?

On se croirait revenu cinquante ou soixante ans en arrière, en ce mois de mars 1992. Finie la trêve hivernale, voici revenu le temps des expulsions. La crise du logement s'est aggravée ces dernières années, ainsi que le nombre de familles ouvrières victimes du chômage qui ne peuvent plus acquitter leur ancien loyer. Et les scènes d'expulsion deviennent chaque année plus fréquentes et d'autant plus révoltantes.

A Lyon, les spéculateurs immobiliers guignent tout un quartier dont les habitants savent bien qu'ils risquent d'être chassés un jour ou l'autre. On a vu ces derniers aux fenêtres, huer la police venue expulser des jeunes qui squattaient un immeuble désaffecté.

Ah oui, il peut être fier de ses dix ans de gestion au service des riches et des spéculateurs, ce gouvernement socialiste. Non seulement il y a un million de chômeurs de plus qu'il y a dix ans, mais la crise du logement sévit à nouveau. Et avec elle, les injustices sociales les plus flagrantes.

Dans la seule région parisienne, il y a aujourd'hui 300 000 mal-logés dont 40 000 sans-abri. De l'autre côté, il y a 310 000 logements vides ! Et ces 310 000 logements inoccupés, ce ne sont pas des appartements de luxe. Non, même pas. Ce sont le plus souvent des logements modestes, anciens, mais que les propriétaires ne trouvent pas rentable de louer bon marché. Alors, ils préfèrent ne pas louer du tout, avant de revendre les immeubles pour construire à la place des bureaux ou des résidences de luxe. Et les propriétaires en question, pour l'immense majorité, ce sont de grosses sociétés d'assurance, des banques, des sociétés immobilières qui brassent des milliards, possèdent chacun des milliers de logements et des dizaines ou des centaines d'immeubles. Toute une mafia financière qui peut en toute légalité faire main basse sur les centres villes ou les endroits bien situés, et en chasser les habitants modestes.

Ils ont la loi, le gouvernement et la police pour eux, les rois de l'arnaque immobilière et du béton. Les parias, les galeux, ceux à qui on envoie les huissiers et la police, ce sont les familles ouvrières, les jeunes au chômage, et qui devraient encore dire merci pour peu qu'ils reçoivent l'aumône du RMI que le gouvernement a l'indécence de présenter comme sa principale réalisation sociale !

Voilà à quoi ont abouti dix ans de politique de droite menée par cette prétendue gauche au gouvernement : à un nouvel apartheid social qui transforme le pays d'un côté en villes-musées gorgées de commerces de luxe, en champs de neige desservis par l'autoroute et le TGV, et de l'autre en cités ghettos mal desservies, vouées au chômage des jeunes, à la petite délinquance et aux lycées casernes désertés par les professeurs.

Une société où la richesse la plus insolente se polarise à un bout, et la pauvreté et la misère s'aggravent à l'autre.

Oui, il y a toujours des riches et des pauvres, et l'abîme entre les deux s'est encore approfondi. Les écologistes, qui roulent ou pas pour les socialistes au gouvernement, peuvent bien s'occuper de l'environnement des riches. L'environnement des pauvres, les travailleurs devront s'en charger eux-mêmes, par la lutte de classe, pour aller vers un socialisme et un communisme véritables.

Editorial des bulletins d'entreprise du lundi 16 mars

La mort d'un enfant de huit ans

ECONOMIES CRIMINELLES A LA SNCF

Un enfant de huit ans a trouvé la mort dimanche 15 mars. En revenant de vacances, il est tombé du train Evian-Paris. La police a aussitôt "entendu" les huit accompagnateurs encadrant les cinquante-cinq enfants de la colonie de vacances qui se trouvaient dans le même wagon.

La police aurait cherché à établir s'il n'y avait pas eu un "défaut de surveillance" de la part de ces accompagnateurs. Cela aurait bien arrangé la SNCF ! Car l'enquête qui s'oriente vers "la thèse de l'accident" a mis en évidence d'autres faits révoltants.

Parce qu'elle a besoin de trains supplémentaires en période de vacances, la SNCF ressort des vieux wagons - celui qui est concerné datait de 1966 ou 1964. Ces wagons ne disposent pas des systèmes automatiques de verrouillage des portes qui existent sur les trains plus récents (le TGV par exemple s'arrête si une porte est ouverte). Et c'est dans ce type de wagons vieillots, dangereux, qu'on transporte les groupes d'enfants. Est-ce parce qu'ils payent des tarifs réduits, ou parce que la SNCF estime qu'il n'y a pas à attendre de plaintes de leur part, qu'elle les fait voyager ainsi au rabais ?

La SNCF est capable de transporter des voyageurs de plus en plus vite par le TGV. Mais d'un autre côté, tout est bon pour "rentabiliser" l'entreprise SNCF, sans se soucier de la sécurité. A qui fera-t-on croire qu'il n'était pas possible de changer les systèmes de fermeture de portes des wagons, même s'ils ne servent que quelques fois par an ?

Evidemment, cela aurait demandé que la SNCF renonce à quelques-unes de ses suppressions d'emplois, cela aurait demandé quelques investissements. En calcul de rentabilité financière, c'était sans doute plus onéreux que d'indemniser quelques accidentés ou leurs familles !

En ce moment, on peut voir à la télévision et entendre à la radio le slogan de la SNCF : "Le progrès n'existe que s'il est partagé par tous". Apparemment, il ne l'est pas... Alors où est le progrès ?

Sylvie Friedman

SNCF danger

Un train contenant des produits toxiques a déraillé lundi 16 mars à Aix-les-Bains. Un wagon en particulier contenait des tonnes d'un gaz inflammable et toxique, le diméthylamine. Pour éviter qu'il n'explose, les pompiers ont dû arroser le wagon en permanence. Prudents, un certain nombre de riverains de la voie ferrée ont préféré déménager.

Il a fallu attendre le lendemain pour qu'on leur assure que tout danger était écarté.

Comme quoi, il y avait bien du danger. La SNCF va-t-elle nous expliquer que c'est la "fatalité" qui a provoqué l'accident et que tout cela est de la faute de quelque employé de la SNCF ?

Tout ce qu'on voit, c'est que c'est seulement par hasard qu'on a évité une catastrophe, et que la SNCF transporte des produits dangereux sans prendre toutes les précautions nécessaires.

S.F.

NAOUS/GAMMA

LECLERC, UN SPÉCIALISTE DE LA DISTRIBUTION

Edouard Leclerc, le PDG des centres du même nom, a été condamné pour avoir giflé une déléguée syndicale CGT du magasin de sa chaîne - c'est le cas de le dire - situé à Saintes, en Charente-Maritime. Pour faire bonne mesure, cette employée a été licenciée.

Jugeant sans doute que l'affaire n'avait pas fait assez de bruit et donc insuffisamment servi sa renommée, Leclerc a fait appel de ce jugement, expliquant *"qu'il n'accepterait jamais que les marxistes qui ont détruit les deux tiers de l'Europe puissent rendre justice"* en France. On attend de connaître le nom de ce Vichinsky français.

"Je préfère, a-t-il ajouté, *mille fois Le Pen que le marxisme et son expression économique : le communisme"*. Voilà qui est net et franc. Franc national même.

Edouard Leclerc, pionnier de la distribution... de claques à ses employés - en particulier quand ils sont syndicalistes - est un battant. Un battant qui encaisse bien, d'ailleurs, car ses affaires, c'est connu, font "führer". Chez lui, c'est pas cher, mais c'est vaurien (proposition de slogan gracieusement offert par LO).

Tout ça ne vous donne-t-il pas envie de changer de crémerie ? A nous, si.

LE MARCHÉ... AIDÉ

La direction générale de la Concurrence et de la Répression des fraudes soupçonne fortement 21 grosses entreprises du bâtiment d'entente illicite à propos de l'appel d'offres lancé en 1990 par la SNCF pour la construction du TGV Nord. Les entreprises en question, en fait toutes les plus grosses françaises - Bouygues, Dumez, Fougerolle, SPIE, etc. - se sont partagé les travaux portant sur 8 milliards de francs, avec en prime la complicité de la direction de la SNCF.

LE MINISTRE A CONVAINCU 1,5 % DES DOCKERS

Le Drian, le secrétaire d'Etat à la Mer, a tenu à assister lui-même à l'accord entre le syndicat CGT des dockers de Saint-Nazaire et le patronat local.

Les 129 dockers de Saint-Nazaire (sur 8 000 dans le pays) sont les seuls à avoir accepté la réforme du statut qui les transforme (presque) tous en mensuels. Il faut dire qu'à Saint-Nazaire, les dockers ne connaissaient quasiment pas le chômage, la mensualisation ne change donc pas grand-chose à la situation antérieure. Alors que dans le reste des ports, où le chômage est de l'ordre de 30 % à 50 %, la mensualisation éventuelle se traduirait (le patronat l'a clairement annoncé) par une vague de licenciements. Actuellement, le statut prévoit une "indemnité de compensation" en cas de chômage, et les dockers ne veulent pas perdre cette protection minimum.

Le Drian est peut-être content, mais il n'est pas près de convaincre les 7 900 (environ) dockers restants, qui continuent, périodiquement, à se mettre en grève...

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chetroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.

– **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON CCP 6 851 10 R - PARIS

Travailleurs en lutte

Hispano (Bois-Colombes - 92)

LO

AUX LICENCIEMENTS !

Chez Hispano, après cinq jours de "journées mortes", d'arrêts du travail du 19 au 26 février, la reprise a été amorcée à la suite de la pression de l'intersyndicale.

Le travail a repris, mais l'ambiance n'est pas entièrement retombée, du fait sans doute de la présence des "licenciables" qui reviennent assez régulièrement à l'antenne emploi à l'usine. La colère est encore là et la menace d'autres licenciements secs pèse très lourd sur les esprits.

Depuis la reprise, le travail se fait au ralenti et la direction panique. Elle envoie des chefs pour faire pression pour accélérer la cadence dans certains secteurs où le travail attend. Sans succès. Les cadres et la maîtrise ont perdu leur arrogance habituelle et cela ne fait que deux jours que le directeur lui-même ose se représenter à la cantine.

Après bien des oppositions de la CGT SNECMA, mais aussi de certaines sections CFDT, finalement la manifestation contre les licenciements de tous les travailleurs du groupe a eu lieu le 17 mars. La coordination CGT de la SNECMA avait tenté de la repousser le plus loin possible du jour où les 85 licenciables étaient désignés par la maîtrise, le 19 février dernier. Elle avait tenté d'imposer une manifestation le 19 mars, au siège social SNECMA boulevard Victor, dans un endroit désert et loin de tout, manifestation dont les travailleurs de la SNECMA Gennevilliers ne voulaient pas. Finalement c'est sur un rassemblement devant Hispano le 17 mars que les syndicats sont tombés d'accord.

La CGT à Gennevilliers donnait le ton quelques jours avant sur ce que devait être ce rassemblement : "*Un grand barbecue géant*". Il était assez clair que pour les dirigeants syndicaux il s'agissait de faire de cette journée un simple baroud d'honneur. Mais la journée du 17 mars finalement a été ressentie par tous comme une étape – qui certes aurait dû se produire plus tôt – dans la lutte contre les licenciements que tous les travailleurs des centres SNECMA et filiales peuvent gagner ensemble.

En effet, quand le 17 mars, des salariés de tous les groupes SNECMA sont venus à Hispano, nous nous sommes retrouvés environ à 1 500, d'abord devant l'usine, puis à l'intérieur en faisant une pression pour soulever la barrière protégée par des militants CGT d'Hispano. Pour les manifestants, il n'était pas question de rester dehors. Les allées de Fabrication ont été remplies très rapidement et résonnaient des cris contre les licenciements. A la sortie de Fabrication, une partie s'est regroupée devant la Tour Carrée (fief de la direction et du bureau du directeur). Le directeur et son chef du personnel ont dû faire front et se laisser coincer par des travailleurs très en colère qui ont fini par entrer dans son bureau. Et là, ils ont voté son licenciement...

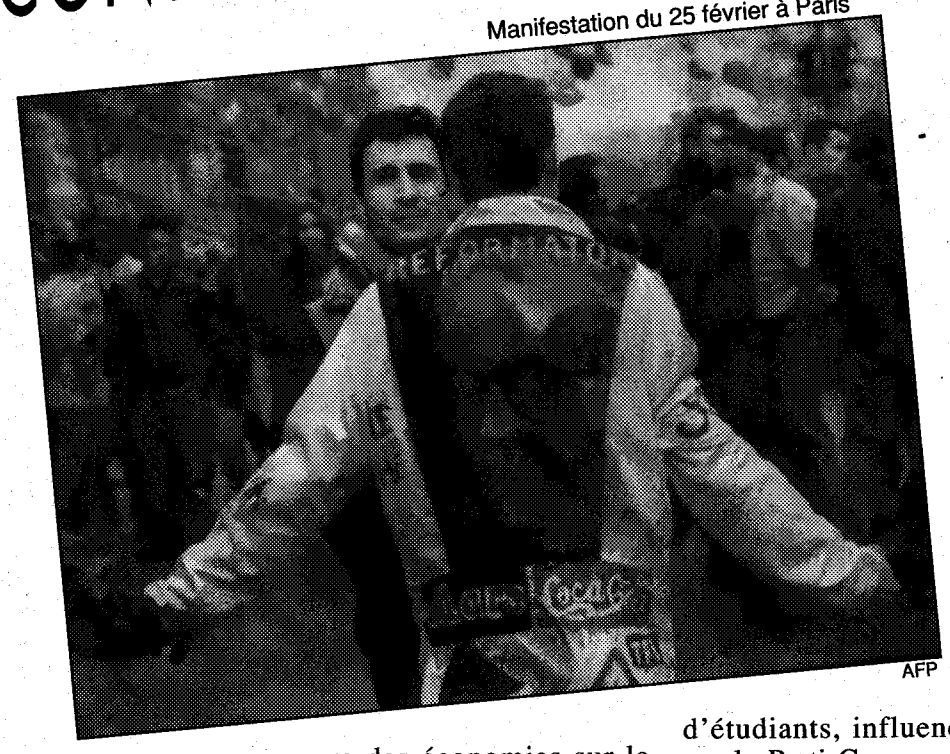
Durant les prises de parole on a pu remarquer la volonté de l'orateur de la CGT d'endormir les présents par un discours de près d'une demi-heure, axé essentiellement sur ce que devrait être la gestion de l'entreprise. Heureusement, un camarade menacé de licenciement a pu prendre la parole et donner au rassemblement un ton combatif correspondant à l'état d'esprit de cette matinée. Nous nous sommes séparés, le moral remonté et conscients que la lutte contre les licenciements ne fait que commencer.

Correspondant LO

Leur société

FACS ET LYCÉES CONTRE LE PROJET JOSPIN

Manifestation du 25 février à Paris



AFP

Les quelques jours précédant la manifestation nationale qui était prévue à Paris le 19 mars contre le projet Jospin, ont été l'occasion dans un certain nombre de villes – Créteil, Caen, Le Mans, Strasbourg, Tarbes, Tourcoing... – de manifestations et rassemblements de lycéens ou d'étudiants.

Ces manifestations s'opposent au projet qui supprime des filières ou des sessions d'examens, et rogne sur le nombre des enseignants et d'heures d'enseignement, pour faire des économies sur le budget de l'Education nationale. Mais elles témoignent aussi du malaise persistant dans la jeunesse scolarisée.

La situation de l'emploi a de quoi inquiéter non seulement bien des parents, mais aussi bien des jeunes sur leur avenir, et il y a là de quoi alimenter le mécontentement.

Bien sûr, en période électorale, des raisons de politique plus politicienne peuvent aussi jouer leur rôle. Il n'est pas étonnant, par exemple, que des organisations de lycéens ou d'étudiants, influencées par le Parti Communiste, y soient allées de bon cœur, alors que celles influencées par le Parti Socialiste se sont contentées de faire ce qu'il faut pour ne pas être hors du coup, et rester autant que possible en mesure d'exercer une influence sur un mouvement pour le moins mal reçu au niveau des sommets du P.S.

Mais indépendamment de ces calculs, la jeunesse n'a rien à perdre à s'occuper de son avenir en essayant d'agir collectivement.

L.G.

USA LES "REPRÉSENTANTS" DU PEUPLE

435 parlementaires américains (membres de la Chambre des représentants, aussi bien Républicains que Démocrates) tiraient régulièrement des chèques sans provision. Cette pratique régulière leur était d'autant plus facile que la banque fermait les yeux puisque cette banque "la Banque de la Chambre" leur est spécialement réservée, et est contrôlée par eux. Ces pauvres parlementaires (ils touchent 130 000 dollars d'indemnité parlementaire, soit 7 millions de francs par an) auraient ainsi tiré plusieurs milliers de chèques en bois, certains pour des sommes atteignant plusieurs milliers de dollars. Sans compter, oh scandale, les ardoises qu'ils ont laissées au restaurant de la Chambre.

Aux Etats-Unis, 50 % des enfants noirs de moins de 6 ans vivent dans la pauvreté.

DE QUOI BOUCLER LES DEUX BOUTS

L'ensemble des banques américaines a connu en 1991 une augmentation de 15 % de ses profits par rapport à 1990. Le total de leurs bénéfices atteint 18,6 milliards de dollars (soit 104 milliards de francs). Soit l'équivalent de 8 000 F par mois versés à un million de personnes pendant un an.

Mais justement, ils n'ont pas été versés !

Allianz-Via-Assurances (Charenton)

DÉBRAYAGES POUR LES SALAIRES

Le 5 mars dernier, la direction d'Allianz-Via Assurances annonçait la couleur pour les salaires 1992 : 2% au 1er janvier et rien d'autre en particulier pour les bas salaires.

Les syndicats ont organisé alors des assemblées d'étage où 400 personnes se prononçaient pour débrayer.

UN RAS-LE-BOL ACCUMULÉ

Il faut dire que les employés ont en ce moment beaucoup de raisons d'être mécontents : les salaires qui n'augmentent pas, bien sûr, mais aussi les conditions de travail. Au retour des vacances d'été, 1 700 personnes, auparavant disséminées sur différents sites à Paris et à La Défense, ont été regroupées dans un nouveau bâtiment à Charenton. Pour la plupart des employés, c'est deux heures, voire trois heures de transport par jour. Comme si cela ne suffisait pas, le PDG en a rajouté en annonçant, le 14 février dernier, au cours d'une grande cérémonie qu'il avait organisée pour le personnel au CNIT à La Défense, que les employés *"sont en sureffectifs"* et qu'il devrait y avoir des *"départs volontaires"*. Pour couronner le tout, les employés et les cadres n'ont pas du tout envie de voir remis en cause les quelques avantages que leur procuraient les conventions collectives des assurances, comme le 1% d'augmentation par année d'ancienneté, et se demandent ce qui va se passer le 15 juillet, date à laquelle la fédération patronale des assurances a décidé qu'elles n'auraient plus cours.

Beaucoup de motifs de mécontentement donc, rendus plus aigus encore par le fait que la direction demande de plus en plus "d'efforts" au travail. Alors, l'annonce de seulement 2% a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

LE DÉBRAYAGE DU JEUDI 12 MARS

Le 12 mars, comme décidé les jours précédents, plus de 400 personnes ont arrêté effectivement le travail le matin et l'après-midi : 350 à Charenton (sur 1 700 personnes dont plus d'un quart de cadres) et 70 à Paris (sur environ 300). Les assemblées ont voté les revendications sur les salaires - 1 500 F pour tous - et la défense et l'amélioration des conventions collectives.

Le PDG a reçu une délégation, devant laquelle il a pleurniché : *"Je n'ai pas d'argent, je ne peux pas donner plus"*. Et de conclure qu'Allianz, géant financier allemand, premier assureur européen et sixième mondial, laisse ses filiales étrangères se débrouiller et qu'en France il n'y a que des pertes.

Cela a mis en colère les employés : *"S'il y a des pertes, ce n'est pas à nous de les payer"*. *"On va faire une collecte pour lui !"* entendit-on.

ON CONTINUE

Le principe d'un débrayage quotidien de 2 heures a été voté. Vendredi 13, lundi 16, mardi 17, ça a donc continué. Au moins 400 personnes ont participé au mouvement. Une assemblée générale a lieu tous les jours, vivante, riche. On y discute de tout, les gens prennent la parole, on vote les décisions à prendre. Ensuite, les manifestations dans la rue avec slogans, chants et visites à la direction se succèdent. Des passages dans les services pour gagner les hésitants sont organisés. Des défilés dans les étages, des distributions de tracts aux portes et au centre commercial de Bercy 2 sont faits par des dizaines d'employés.

On en est là. L'idée de faire une "vraie grève" est discutée ici et là dans les groupes.

L'an dernier, à la VIA, l'une des entreprises regroupées aujourd'hui dans Allianz-Via, six débrayages avaient réussi à faire céder à la direction 300 F d'augmentation par mois. Un certain nombre d'employés se rendent bien compte que cette année, il faudrait bien plus pour obtenir quelque chose de sérieux.

En tout cas, les employés qui participent déjà au mouvement s'emploient à ce que la journée du jeudi 19 mars constitue un pas de plus dans la montée du mouvement.

Correspondant LO

MOTOROLA (TOULOUSE)

L'"AUTONOMIE" DES BÉNÉFICES

Motorola est une usine toulousaine de 1 850 salariés qui produit en continu des semi-conducteurs avec quatre équipes : deux en journée, une en nuit et une en week-end. Et tout ceci pour le SMIC plus la prime d'équipe et l'ancienneté, ce qui donne par exemple 6 800 F par mois avec 15 ans d'ancienneté...

Mais la direction en veut toujours plus. Elle met progressivement en place service par service une nouvelle organisation du travail. Elle supprime des postes de petits chefs et confie l'organisation et la responsabilité du travail aux opérateurs et aux opératrices qui doivent donc se coordonner eux-mêmes.

Evidemment la première réaction a été de pousser un soupir de soulagement. Mais il a été de courte durée, car la production doit toujours sortir, même si on n'a plus directement les chefs sur le dos. Et la pression à l'augmentation des cadences est aussi forte qu'avant, même si elle s'exerce différemment.

Il se trouve toujours un opérateur ou une opératrice qui se sent pousser des galons, et pousse à la production, en travaillant ou en faisant travailler sur plusieurs machines à la fois, ou en protestant contre des pauses trop longues...

Les procédures de travail sont pourtant très précisément spécifiées, et il est pour l'instant interdit de travailler sur plusieurs machines à la fois, car c'est prendre des risques sur la qualité des produits. Evidemment la direction ferme les yeux tant que le rendement augmente sans baisse notable de la qualité. Et il s'avère possible de travailler sur plusieurs machines, elle le rendra sans doute obligatoire. Mais s'il y a de gros pépins, comme des séries rejetées par le contrôle, elle se retranchera derrière le règlement et pourra sanctionner durement celui qui travaille sur deux machines.

Et de toute manière, même si on peut prendre dans une certaine mesure le travail à notre compte, c'est toujours la direction qui commande, fixe les quantités à produire, les salaires et... empoche les bénéfices.

Alors, puisqu'elle en est à nous parler "d'autonomie", on aimerait bien que la direction aligne les chiffres et dise combien rapporte notre production, et quels sont les bénéfices réalisés sur notre dos. Vu les bas salaires qu'elle nous sert, elle préfère évidemment ne pas le faire. Car il serait trop visible que cette "autonomie" est une combine de plus pour augmenter l'exploitation ; d'ailleurs nombreux sont ceux et celles qui commencent à le comprendre.

Correspondant LO

Souscription

TOTAL À CE JOUR : 349 087 F

Les listes de soucription de Lutte Ouvrière continuent à circuler. La somme de 349 087 F que nous indiquons n'est sans doute encore qu'une partie de ce qui a été collecté à l'heure actuelle.

Lutte Ouvrière, qui dénonçe les mensonges, les trahisons, les forfaitures de ceux qui nous gouvernent et de ceux qui aspirent à le faire, veut, dans cette période de reniements et de désenchantement, réaffirmer la validité des idées communistes et de ce qu'elles représentent d'espoir et d'avenir.

Alors, souscrivez et faites souscrire !

LYON : Henri, 50. Rémy, 200. Jean, 100. Prada Emiliana, Justo, 200. Un étudiant, 100. Emile Roux, 70. Lily, retraitée, 1 000, Bonnard, 50. Didier, 100. Henri, 50. Vair, 100. Jacques Blais, 100. Bianchi, 50. JP Bancel, 20. Camille Dray, 20. Jacques, 20. Mme Roux (Villeurbanne), 50. M. Figueres, 50. Estero, dessinateur, 100. Godignon Hervé, 100. Andro Régis, 50. Delcros Maryse, 50. Faure, professeur, 100. Halut Yves, 100. Prospection Rillieux, 100. Renec (laborantine), 100. Une aide-soignante, 50. Annie Sublet, 300.

RVI Ponts : Un travailleur, 20. Roger, 20. Tremclat, 20. Charles, 100. Un ouvrier, 30.

Hôpital Croix-Rousse : Infirmière, 100, Aide-soignante, 50. Infirmière, 100. ASH Maternité, 50. Sablon, 50. A. Radio, 20. Secrétaire, 30. Assistante Sociale, 200.

Hôtel-Dieu : Flageo (infirmière), 200. Chantal (ASH), 20. Isbert (ASH), 50. Geneviève (AS), 30. Fabienne (laborantine), 25. Josette (infirmière), 100.

Hôpital Edouard Herriot : Une aide hôtelière, 100. Une ASH, 250. Une ouvrière professionnelle, 100. Une retraitée, 50. Une infirmière, 200. Martine (aide-soignante), 50. Instit. retraitée, 200. Une secrétaire médicale, 250.

Hôpital Vinatier : "Pour soutenir les luttes", 50. Anonyme, 50. "Pour soutenir les ouvriers", 50. "Contre les politiciens", 50. "Pour soutenir une sympathisante", 50. Jean-Luc, 50. L. en soutien, 50.

PTT Lyon : Gilles, 100. Michelle, 50. Jean-Luc, 40. Patrice et Brigitte, 100. Patrick, 20. Christian, 20. Claude, 50. Gilles, 100. Eric, 100. Emile Roux, 30. Tiercé, 100. Toutoune, 100. Michèle, 100. Robert, 350. Patrice, 50. Jean-Pierre, 20. Prospection Bailly, 30.

GRENOBLE : Jacques Tulipe, 100. Philippe, 200. L.M., 1 500. Pierre, 600. Patrick, 250. Marché La Luire, 20. Rallye St-Martin d'Hères, 20. Djemal Attalah, 12. Henriette, 100. Serge, 100. Anne, 50. Martine, 100. Les Borey, 200. Jacques, 100. Françoise, 100. Marie-Thé, 150. Monique, 50. F. Mattrel, 100.

Hautes-Alpes :

Claude Schmidt, 100. Auguste, 100. Max, 100.

SAINT-ETIENNE : Un militant, 200. J.M., 200. S.C., 200. Christian Rullière, 200.

NORD : Michèle, 100. Une sympathisante, 1 000. Mohamed : pour Lutte Ouvrière, 200. Delaby Bernadette, 300. Degand Béatrice, 200. Collecte Reydel, 140. Collecte Française de Mécanique, 1 040. Marie-Antoinette et Roland, 200. Auvray Louis, 100. Auvray Odile, 50. Pour les idées, 100. Un ouvrier de Renault, 50. S. Kamel, 100. Maerton J. Marie, Renault-Douai, 100. Un camarade du DEMO (Française de Mécanique), 100. Une commerçante sympathisante, 100. Un camarade des Verreries d'Arques, 200.

MAUBEUGE : Dupont Martine, 200.

DUNKERQUE : Isabelle, 250. Serge, 250. Hélène, 200. Gilles, 200. Christian, 50.

LILLE : Jacques et Françoise, ouvrier de la métallurgie, ouvrière de la confection, 180. Hervé, 200. Angèle Launay, 250.

Hôpital Roubaix : C.H., 400, Anonyme, 200. Anonyme, 100. Anonyme, 100. Eric, 50. Gérard, 30. Katie, 100. Bourgeois Nelly, 20. AS Barbieux, 50. AS Barbieux, 20. AS Barbieux, 100. AS Barbieux, 20.Van verberghe, 50.

LE MANS : Tony, intérimaire, 100. Patricia, 50. Thomas, 200. Tony, 100. Une mère, 50. Bomec, 100. Lucien, 200. Eliane, 100. Céline, 100. Denis, 100. Nathalie, 100. Francis, 150.

ANGERS : Anita, 100. Christian, 100. Didier, 300.

POITIERS : C. Larrouz, 100. Une employée de la ville, 100. Donzand C., 100.

BRETAGNE

NANTES : Guichard Marie-Paule, 100. Pascale et Serge (cheminots), 80. Claude (E.I.), 100. Catherine, 55. Irène, maître auxiliaire, 70. Bernard, étudiant, 100. Bourrail, 30. Braneo, 30. Christian Rivaud, 200. Enseignant, 100. Enseignant, 50. Enseignant, 50. Sympathisants, 910. Enseignant, 100. Larissa, 200. Nadia, 50. Sabrina, 150. Florence, 100. Un soutien, 200. Nina, 300. Gervèse, 50. Bousseau, 200. Etudiant salarié, 100.

RENNES : Le Moal Evelyne, 250. Régis (Le communisme, c'est toujours l'avenir du monde !), 100. Laurent (Pour un monde meilleur), 50. Nicolas (L'avenir, c'est nous !), 33. Manu, 20. Armelle (Vive le communisme !), 35. Guillard Céline, 200. Nazou, 50. Maigné Bernard, 100. Copain, 50. Briand Jean-Pierre, 100. Briand Micheline, 100. Briand Gwénola, 50. Loncle, 300. Une employée Sécu, 100. Bahia, 20. Sado, 20. André, 10. Valérie, 30. Philippe, 100. Coateval, 500.

SAINT-BRIEUC : Michel, 30. Dominique, 50. Annie Claire, 70. Bonnefoy D., 20. Anonyme, 100. Noël Guellien, 50. Marie-Agnès, 10. Philippe, 12. Teillet Pierrette, 50. Bonisserin H et Y, 200. Pour arrondir, 8. Gwenn, 200. Pascal, 20. Stéphane, 50. Olivier, 50. Stéphane, 50. Philippe Gueguen, 500. Josette Larnicol, 500. Marcel Gueguen, 100. Jeanne Pibot, 100. Claude Damien, 100. Anne-Marie Beyo, 100. Guénanen, 100. Christian Meignan, 100. Joseph Catros, 100. Denise Catros, 50.

DIVERS : "Pour une autre voix", Alain (Paris 18), 70. Anonyme, 200. Philippe (Paris 19), 670. Bernard (Pantin - 93), 200. Auguste (Aude), 500. Christophe (St Gratien - 95), 100. Lucien (Arcueil - 94), 500. "Ma voix d'exploitée", Pierrette (Paris 17), 100. Aimé (Astugue - 65), 300. Félix (Sannois - 95), 160.

NORMANDIE

ROUEN : Violette, 200. Anonyme, 100. Claude, 100. Retraités Darnétal, 200. Valérie, 100. Véronique, 50. Etudiante prof., 50. Etudiant, 200. Etudiant, 50.

Chèques Postaux : AF, 200. AC, 20. JYS, 50. Sophie, 50. Lulu, 100. Bernard, 20.

SNCF Ateliers Quatre-Mares : Serge, 20. André, 10. Thierry, 100. Lapin, 170. Maurice, 40. Francis, 10. Didier, 10. Lydie, 100. Pom Pom,20. Adis, 20. Un cheminot, 20. Yvon, 20. François, 20. Josi, 20. Christian, 20. Jean-Pierre, 20. Jean-François, 50. Dominique, 20. José, 20. Patrice, 20. Gilles, 20. Bruno, 10. Franck, 10. Patrick, 30. Franck, 20. Nono, 10. Jean-Marie, 200.

CHU Rouen : Torri, 200. Guesdon Philippe, 200. Les sept du CHU, 850. Martin, 100. Gisèle Lapeyre, 200. Danièle, 50. Jeanine, 20. Martine, 30. Patricia, 50. Annie, 30. Isabelle, 30. Annick 50. D. Cerdio, 50. Claudine, 50. Dominique, 30. Florence, 50. Michelle, 200. Blanche, 150. Jacques, 100. Danielle, 50.

CHU Bois Guillaume : Jean, 100. Françoise, 100. Parent, 100. Nadia, 50. Martine, 50. Maryvonne, 100. Monique, 100. Alice, 30.

LE HAVRE : Belkacem Nabia (prof), 200. Belkacem Hizia, 100. Quéquiner Jacques (infirmier), 50. Thérèse (infirmière), 50. Soutien d'une mère, 100. Hervieu, 60. Morvan, 20. Mme Comte, 50. Etienne Bénard, 50. Lefebvre, 50.

EVREUX : Olivier, 150.

MEUSE : Themelin Marylène, 500. Une maman, 100.

CENTRE. LOIRE : AT, 300.

ORLEANS : Ortega, 100, Un étudiant, 50. Un autre étudiant, 50. Un étudiant, 100. Elyse, 50. Bernard, 100. Loïc, 200. Sandro, 150. Pascal, 50. Jacques et Monique, 100. Yann, 100. Chantal Goiset, 50. Gérard Ferré, 50. Mauricette Richard, 100. Odile Verbeque, 100. Abder, 100. Sylvie et Gilles, 200.

Alcatel Ormes : Pour une vraie gauche, 200.

BOURGES : Un sympathisant, 200. Une employée Sécu, 50. Une deuxième, 50. Castilla, 50. Aérospatiale, 20. Basta (Rosières), 50. Fonteneau A, 50. Michèle S, 100. Yardin Henri, 20. Yardin Gabrielle, 20. Lucien Lemoine, 50. Diny Pascal, 20. Pour changer la vie, 20. Ben Azzouz, 50. Jolivet, 200. Borderieux, 10. Barreau, 50. Mme Jabaudon, 50. M Grellet, 50. Une copine, 80. Marie-Claude, 10. J. Michel, 20. Les Marocaines "contre Le Pen, pour LO", 50. Une copine, 100.

VIERZON : Hervé, 300. Ahmed, un ouvrier au chômage, 100. Lancelot Johny, 100.

LIMOGES : Georges Bonnaud, 100. Alain Mons, 50. Bernadette Simonaud, 100. Régine Loulier, 50. Retraité cheminot, 60. Paulette, 50. Laurent, 40. Michel Billo, 200. Une ménagère, 30. Robert, 200. Cheminotte, 30. Pailler JP, 30. Pherivong, 30. Jean-Luc, 30.

CHS Esquirol : Josiane, 20. Muriel, 50. M. Thérèse, 100. A. Sironneau, 25. Anonyme, 15. Anonyme, 30. Ginette, 60. Philippe, 50. Une aide-soigante en colère, 50. Anonyme, 20. Marc, 100. Marie-Claire, 50. Christiane Louis, 200. Rozpecny Brigitte, 100.

CLERMONT-FERRAND : Yves Courteix, 30. Enseignant, 50. Un travailleur Michelin, 200. Deux professeurs, 50.

VIENNE : Sylvie Beauchamp, 100. Sylvie Baranger, 100. Nathalie Baranger, 50. Francine, 100. Simone, 200.

Fonderies du Poitou à CHATELLERAULT : P. Mochon, 50. Ch. Massé, 50.Patrice Villeret, 50. Alain Caude, 100. Philippe Jacquelin, 40. J.M. Sucher, 20. Begeault, 20. Daniel Albert, 20. Jagorel, 10. J.Y. Huet, 40.

ANGERS : Soutien à LO, 40. Marie-Jo, 100. Claudette, 100. Frangine, 100.

CHOLET : Michèle Cerisier, 200. Un OS Michelin, 100. Une retraitée, 100. Durand (Michelin), 50. Gréau (Michelin), 30. Babonneau (Michelin), 50. Lucien, 50. Fersatuglu (Michelin), 30. Josette, 30. Gilbert, 50. Horellou, 100. Travailleur Michelin, 104.

LE MANS : Arnaud, 100. Monique, 100. Cadre Mutuelles du Mans, 200. Duras, 200. Jacques, 50. Maxime, 100. Marguerite, 200. Leila, 150. Maman de Rachel, 200.

BOURGOGNE.

DIJON : Une mère, 500. Biermann, 20. Géraldine, 1 000. Un père de famille, 200. Maurice, 100. Un sympathisant, 300. Philippe Lajeune, 400. Nathalie, 200. Fabienne, 400. Henriette, 150. Saint-Phalle, 500. Une famille, 30. V. Ferrara, 50. Agnès Terret, 100. J. Rouard, 50. M. Noëlle Alexant, 100. Serge Joliot, 50. P. et V. Niot, 100. Barros, 20. Feki, 20. Nicole et Jean-Claude Carluy, 50. Yolande, 100. Des parents, 100. Colette, 200. Andrée, 100. Nadine Mignotte, 150. Eric, 100. Francine, femme au foyer, 100. René, cheminot, 200. Patrice Jobard, 100. Norbert Carrion, 50. Micheline, 100. Henri, 100. Christine, 100. Isabelle, 200. J. Louis, 200. Catherine, 200. Ben Chaïb, 100. Marcelle, 100. Elie, 60. Pascal, 100.

CHR Bocage : Mauricette, 50. Un couple ouvrier, 40. Simonot, 30. Chenevoy, 50. Chapuis, 50. Mathieu, 100. Son fils de 9 ans, 10. Laurent, infirmier, 200. Evelyne, aide-soignante, 100. Yves Nuzillat, 200. Christian Delion, 100. Bonnin, 50. Ecarnot, 40. J. Louis Déniel, 100.

Hôpital Général : Monique, 100. Monique, 100. Renée, 50. Nicole, 100. Carole Fayard, 100. Josiane Gabut, 50. Martine, 100. Brigitte Bideaux, 100. Jean-Louis, 50. Françoise, 50. Marie-France, 150. Françoise, 100. Un ouvrier au marché, 100. Estela, 100. Eric, 100. Marc Lopez, 50. Christine, 200. Anonyme, pour nous soutenir, 100. Jean-Marc Beauchamp, 100. Didier Corbinus, 200. Patrick Bernile, 100.

ANGOULEME : Parents sympa, 1 000. Ghislaine et Roger, 50. Parents d'un candidat, 500. Daniel et Simone, 100. Daniel Lavie, 100.

TOULOUSE : J. Couderc, cheminot, 100. Huguette Klein, 42. Marlène (agent ANPE) et Michel (ingénieur équipement), 1 000. M. Laborde (enseignante), 100. Mr et Mme Fabre, 50. Alain Lorent, 50. Une militante, 200. Franck, 150. Michèle, 30. Alain, 50. Christian, 50. Patrick, 50. Dominique Condes, 500. Aux copains, 150. Julien (lycéen), 50. Guirado, 100. Marie-Christine, 200. Françoise, 200. Un facteur, 150. Nathalie, 50. Soutien, 20. Ridoin, 100. Jean Michel F, 200. Christine Fournié, 200. Michel, 60. Brigitte Martin, 100. Claire Drillaud, 200. Laurent, 150. Anthony, 30. Franck-Domi, 20. Geneviève, 50. Michèle, 50. Anne, 100. Spirou, 100. Fabien, 100. Jean-Pierre Michel, 100. Françoise, 100. Gilles, 20. James, 50. Eric, 40. Serge, 200. Un toubib, 30.

Heudebert : Perez, 50. Kader, 10. Romeo, 10. Fouad, 10. Sall, 10. Jean-Marc, 10. Amar, 50. Serge, 10. Vidal, 10. Mona, 10. Lapeyre, 10.

Toulouse-Santé : Jean-Louis Bardu, 100. Josette, 100. Anne-Marie, 50. Régine, 50. Brigitte, 100.

PERPIGNAN : Miquel, 100. Renée, 100. Companys, 300. Mus, 200. Encarnacion Pulido, 100.

MONTBELIARD : Albert K, 100. Mr et Mme Georges Bigot, 100. Claude, 100. F. Nicolas, 100. Daniel, 150. S. Brissoni, 200. Nino et Bernadette, 300.

BELFORT : Bernard Balas, 40. Un travailleur social, 50. Une mami de Lure, 70. Collecte réunion de Belfort, 597.

STRASBOURG : G. Knoll, 10. A. Le Faou, 50. Paul Schmitt, 20. Thierry Knoll et Nadia Mekroud, 20. Lucienne Le Faou, 20. Marcelle Goetz, 100. Thierry Bry, 250. Patrick Dutter, 100.

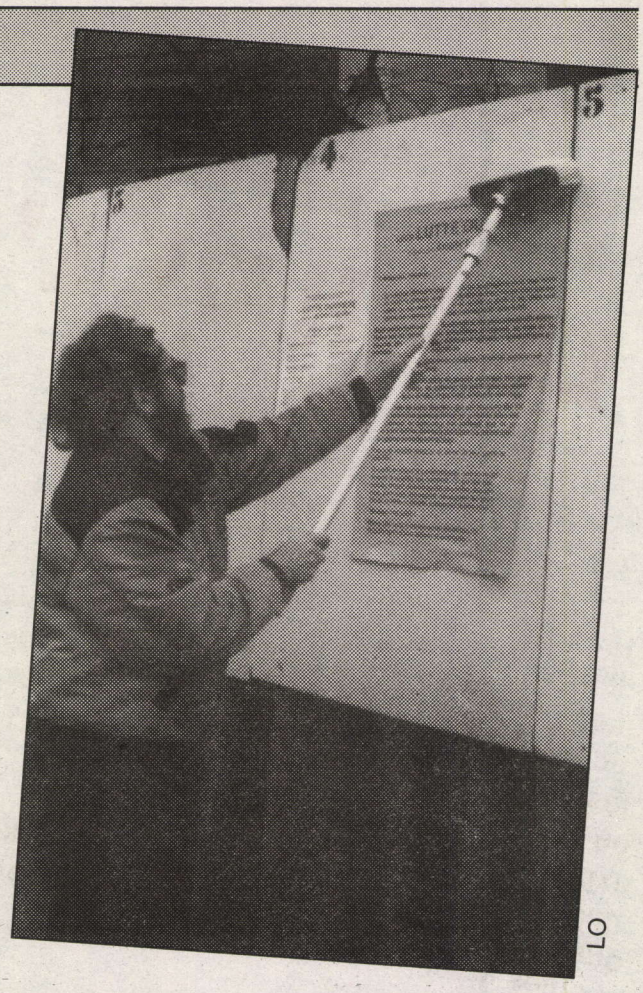
CHR Besançon : Picsou, 50. Monique, 10. Carole, 50. Didine, 50. Elisabeth, 50. Laurette, 100. Dédée, 50. Soutien, 30. Martine, 50. Michelle, 50. Jean, 200. Maman, 100.

RHONE-ALPES-COTE-D'AZUR

ROANNE : Gisèle Mathonnet, 100. Eliane Ramage, 100. Annie Duloup, 100.

LYON : Claude Palazzo (artiste peintre), 100. Philippe Seybaud, 100. Yannick Pelletier, 100. Christine Beuret, 30. Soutien Vaise, 10. Patrice, 200. Jean, 30. Pierre, 20. Chaulet, 250. Pialla, 2 000. Contrôleur PTT, 90. Soutien, 10. Michèle et Jean-Claude, 100. Mme Beau, 100. Jean-Pierre Darmon, 100. Collecte SMV, 418. Mme veuve Rémy Périvalov, 200. Frédéric Guillien, 50. Paul (Rillieux), 150. Laurence, 50. Sympathisant, 100. Sympathisant, 50. Marie, 200. Lionel, 50. Emeline, 50. Ali (manip-radio), 150. Laborantine, 50. ASH, 40. Laborantine, 50. Crolla, 50. Hartvick, 100. Colette, 100. Paul et J. Louis, 100. Nanou, 100. Prospection Rillieux, 200. Boutarfa, 50. Khouchane, 10. Etheve, 10. Trom, 10. Grondin, 10. Hynh, 10. Gagnieu, 10. Blu Salah, 10. Hermel, 50. Hochet, 20. Pietroforte, 20. Grange, 50. Edith (aide-labo), 50. Véronique (labo), 30. Josiane (labo), 30. Eliane (labo), 50. Christiane (labo), 35. Patricia (secrétaire), 100. Danièle (labo), 50. A. Pagot, 200.

PTT-Lyon : Fofo, 20. Pierre, 300. Un repas, 20. Pascal, 20. Patrick, 200. Jocelyne, 50. Eric, 100. Marc, 50. Alain, 60. Gégé, 20.



LO

Pour souscrire :

Chèques bancaires à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virements à notre CCP :
LUTTE OUVRIERE
CCP 3117586 W - LA SOURCE
avec la mention : "souscription élections"

CCP Dijon : Une sympathisante, 500. Eliane, 100. Michel, 100. Gérard, 100. René, 100. Dominique Chaussat, 50. Un sympathisant, 200. Yvette Bony, 50.

Télécoms : Binet, 300. Poulain, 150. Courtois, 100.

PTT Joliet : J. François, 100. Françoise, 100. Serge, 100. Charles, 100.

SNCF Dijon : Un cheminot, 100. Une femme de ménage, 200. Daniel, 100.

SNCF Chalindrey : Un sympathisant, 300.

Peugeot-Dijon : Serge, 100. Jean-Luc, 200. Gaby, 100.

Bourgogne-Electronique : Giffard-Morals, 50. Robert, 100.

CHALON-SUR-SAONE : Durand, 200. Anonyme, 25. Un prof, 100. Un prof d'espagnol, 100. Raphaël, 300. David, 100.

Kodak : Vil, 200. Un ouvrier, 150. Un ouvrier, 100.

AUTUN : Un couple de retraités, 200.

Dim-Autun : une ouvrière, 200. Un ouvrier, 200. Un militant CGT, 50.

MONTBARD : Une électrice d'Arlette, 100. Titi, 100. Mme Guilleminot, 100. Madeleine, 100.

DOLE : Annick Locatelly, 100. Lescalier, 50.

BORDEAUX : Isabelle, 500. Marie-Ange Issartier, 50. Françoise, 30. Marie-Jo, 20.

RVI : Rozet, 50. Manuguerra, 50. P. Michel, 30. Ouvrier, 30. Perreira, 100. Amar, 10. Figuet, 20. Mallet, 70. Ginette, 50. José, 150. Jacques, 50. Ahmed, 20. Jean, 25. Daniel, 50. Un travailleur, 25. Un travailleur, 40. Dubois, 10.

RVI-Feuillat : Aoun, 50. JLE, 50. Alcaïde, 30. CJP, 10. Aboub, 10. Chastagner, 20. Mercier, 20. Mezi, 100. Jeandoubi, 20. Chikh, 30. Barbu, 20. David, 50. Varet, 15. Balestrière, 20. Geofroy, 30. Boutin, 20. Vincent, 10. J.P. Pochard, 100.

Hôpital Hôtel-Dieu : Mini, 50. Florence-François, 100. Bernadette Gilly, 100. Nathalie, 20.

GRENOBLE : Christiane, 30. Yvette, 20. Caparros, 11. Marie-Jo, 200. Laurent, 100. Georges, 100. Collecte du meeting du 12 mars : 404. Souscription lors de ce meeting : Une paire de communistes, 600, Alexis, 20. Anonyme, 100. Jean-Marc, 10. Jocelyne, 50. Yollande, 50. Valérie, 100. Sylvia, 200. Richard F, 200. MC Pontonnier, 300. Anonyme, 10. Joël G, 200. J. Pierre C, 100. M.C. D G, 100. Lucien E, 100. Jean-M. P, 100. Une fidèle lectrice, 500. Une lectrice de Meylan, 100. Marianne, 200. Claude de gauche, 100. Un lecteur de LO, 20. Mme Cluzel, 200. G. Hemmling, 200. Bertrand, 300. Marylise Lefevre, 150. Amis de Champ, 100. Sophie Bedague, 300. François T, 400. Brigitte B, 50. Paul M, 100. Eugène, 50. Pascal, 25. Collectif démocratie, 150. Hélène B (Fontaine), 200. Pat, 250. Loïc, 97. Un copain, 500. Natacha, 200. Un monsieur, 10. Un camarade, 500. Elsa, 50. Vincent, 10. Philippe, 300. Claude, 50. Nicole, 17. Verger, 100. Andrée, 200. Rafaël, 200. Une éducatrice, 100. A. Gomez (ouvrier), 50. Soraya Guezlane, 50. Arlette (militante LCR), 50. Pascal Armenis, 10. Un retraité, 50.

DDE Grenoble : Catherine, 200. Abdesllem, 40. Paulette, 100. Frédérique, 200. Valérie, 50. Salvator, 50. Bernadette, 50. Un couple, 50. Michel, 50. Christian, 20.

MARSEILLE : Gilles, 30. Jacques (technicien), 500. Et si ça changeait !, 100.

VALRAS (Hérault) : Une mère de candidat, 250.

AIX-EN-PROVENCE : Richard et Catherine, 600.

NICE : Jeannine, 60. Bernard, 200.

BRETAGNE.

RENNES : Gwénaël Cadio, 50. Pascal Le Coz, 50. Retraitée sympathisante, 200. Mme Lelièvre, 30. Pelletier, 100. Mme Polof, 50. Retraitée aide-soignante, 20. Enseignante, 50. François, 10. Fred, 10. Daniel et Sylvie, 150. Paul Rolland, 150. Cécile, 50. Jacques et Sylvie Lebocq, 50. Jo, 400. Patrick Lescop, 20. Ouali Belkacem, 100.

CHR Rennes : Evelyne, 100. Thérèse, 200. Victor, 50.

Collège de Guichen : G. Martinez, 50. Y. Langlais, 50. N.P., 200. G. Martinat, 100.

SAINT-BRIEUC : Marie-Pierre, 400. Marie, 50. Ghyslaine, 100. Bernard, 50. Annie, 100. Gilles, 50. Karine, 50. Citérin, 50. Jacques, 50. Agnès, 200. Moisan, 50. Patrice, 30. Pour la campagne, 200. Un postier, 70. René, 20. Raymond, 20. Hamadou, 200. Nelly, 20. Chantal, 20. Loison, 20. Soutien, 100.

SAINT-NAZAIRE : Yann et Nathalie, 100. Vanda et Marcel, 200. Michel et Danièle, 100. André et Brigitte Sene, 100. Joseph, 30. Jean-Paul et Chantal Rousselot, 100. Rolland Carré, 20. Josette et Edouard Chosnacki, 200. Hamet, 200. Jophie-Jacky, 41,50. Cristian-Chantal, 50. Yannick, 100. Christine, 100. Guilaine-Yves, 100.

NORD : Régine (prof), 50. Une travailleuse Renault, 100. Hervé Ruffin, 150. Jeanne-Marie, 300. Denis Hanot, 200. Nathalie, 200. Nadine, 100. Françoise W, 200. La maman de Françoise, 150. Mohamed, café La Cigale, 90. Anne-Sophie (Croix), 200. Pour faire entendre la voix des exploités, 200. Collecte de soutien au meeting de Lille du 13 mars, 830. Collecte Renault Douai, 1 200. Collecte Levi-Strauss La Bassée, 160. Marc et Véronique (Mons), 70. Rosi et Dan, 60. Christ, 100. J. Paul, 100. Guillaume, 300. Aurore, 100. Une sympathisante, 100. Pour Arlette, 30. Eliane, 50.

PAS-DE-CALAIS : Collecte de soutien à la **Verrerie Cristallerie d'Arcques**, 400. Christian et Filipa, 200. Jean-Michel, 50. Claude Equinet, 10. Maurice Fauquet, 100. Véronique Vermelle, 300. Marie Vermelle, 50.

DUNKERQUE : Dominique, 50. Mon médecin, 100.

DENAIN : Serge, retraité USINOR, 100.

TOURCOING : Collecte à l'usine textile Caulliez Frères, 220.

DOUAI : Un ouvrier de Renault, 50. Louise Michèle, 20. François Guss, 20.

MAUBEUGE : Fabrice Bochet, 140. Kisovec, 200.

CHR Roubaix : Didier Bayart, 50. AS, 50. IDE, 20. Anonyme, 100. Kinét AS Barbieux, 100. Romain, 20. Valérie, 20. F. Derycker, 50. Christian Cluppel, 20. Catherine, 50. Salvatore Lombardo, 20. Michèle Boileau, 20. AS, 50. AS Barbieux, 20.

Semurval Valenciennes : Martiel, 150. Claire, 50. Roger Stamper, 20. Bernard, 20. Un conducteur, 20. Alain Vandeputte, 20. Un conducteur, 10. J. Paul Leuxe, 10. Un conducteur, 15. J.B. Paglianini, 20. J.M. Repart, 20. Clio, 20. Conducteur, 20. Flamant, 10. Alain Lemoine, 20. J.C. Beaumont, 20. Georges Bourlet, 10. Un conducteur, 10. Un conducteur, 10. J. Marie Joly, 20. Pierre Donzel, 20. Michel Deramaux, 10. M. Leclercq, 20. Mohamed Cherik, 20. Marcel Lebrun, 20. Christian Delobe, 20. Michel Borowsky, 10. Les parents d'un candidat, 100. J.P. Grave, 10. J. Louis Berin, 10. Robert François, 20. Daniel Phuyart, 10.

Villeneuve d'Ascq : Monique Debliqui, 200. Carmen Tricot, 50. Christine Soufflet, 50. Ivane Malaquin, 20. Frédéric Mozwowski, 100.

LILLE : David Segers, 50. Pour l'avenir, 500. Un routier, 100. Djamila, 500. Pour la lutte, 300. Un enseignant, 200. Virginie Bes, 50. José Desmet, 20. Bérangère Thibaut, 100. Valérie Dupont, 15. M. Bonvoisin, 50. Marie Boitel, 150. Philippe (UAP), 120. Philippe (SNCF) et Danièle, 50. Lermussaux, 100.

Lever Haubourdin : Pour les travailleurs, 50. Roger : Pour agir dans le bon sens, 100. Un diffuseur : c'est de bon coeur, 50. Aldin : pour le communisme, 100. Bruno, 50. David, 50.

CHR : Monique (AS), 50. Michel (ASH), 100. Michalski, 50. Domi (AS) 100. Jocelyne, 50. Employée, 30. Annick Cormerais, 50. Marie Lise (AS), 100. Denise, 100. Christine, 20. Annie, 30.

FOURMIES : Serge Petit, 50. Alain et Dominique Pirckher, 550. Daniel Berthelot, 50. Christophe Deffamies, 50. Michel Delvallée, 30. Michel Vidrequin, 100. A et M Besançon, 100.

PARIS : Jean-Ch. Cournut, 200. Annie Le Gall, 50. François Guy, 50. Catherine Szaser, 50. Khalid Zerrari, 30. Maryse Simonand, 50. Chantal Pallier, 200. Hélène Lauret, 50. Hervé Scalco, 30. Jacques Lemery, 30. Sylvie (CAF), 50. Une sympathisante Paris 13, 150. Catherine, 100. Georges, 400. Marie-Annick, 100. Catherine, 300. Marcel, 1 000, "Pour Arlette", 200. Alain Brosse, 100. Cécile Duchêne, 300. Mohamed, 50. Mohamed, 50. Anonyme, 50. Caroline Hocquaux, 100. Michel Trémendi, 100. Odile, 200. Une grand-mère, 50. Militante Lo, 500. Alfred, 200. Arlette, 50. Marco, 50. Pépé, 50. Raymond, 100. Sylvie, 40. Jean-Claude, 50. Philippe, 300. Le frère d'un copain, 150. La grand-mère d'un militant, 200. Reste d'une vente, 20. Michel Lautrou, 500. Christine Gansoinat, 500. Un copain, 200. Bourzid, 100. Alain et Mathilde, 100. Christelle Diakanoa, 30. Edith, 50. Daluz, 100. Saïd, 300. Saloue (Fénelon), 300. Denis (Centrale), 300. Grégoire, 100. Une camarade immigrée qui ne peut pas voter (TK), 50. Parce que le communisme est l'avenir de l'humanité (Momo), 100. A.C. (solidarité anarchiste), 50. Phil, 500. Etudiante, 200. Legrand, 20. Delhostal, 20. Eric Pasquet, 10. François Kerbrat, 20. Philippe Mathe, 400. Lalisse, 18. Rose-Marie, 100. Un copain, 100. Les parents d'une militante, 200. Anne-Laurence, 100. Martine, 50. Renaud, 50. Flo, 100. Pascal, 100. Salem, 50. Abdellah Chelouah, 25. Yann, 400. Nicolas (Fac Panthéon), 50, Tatiana (Fac Panthéon), 100. CAF 75 : Manceau, 50. "Vive la lutte", 150. J. Louis Robin, 300. "Petite participation pour les copains", 155. Une collègue de travail CAF Créteil, 100. Une collègue de travail CAF Cergy, 100. Jean-Pierre, 100.

Afrique du Sud

LA FIN DE L'APARTHEID ?

Le 17 mars, le référendum organisé en Afrique du Sud sur la poursuite des négociations a connu une participation record, avec plus de 70 % de votants sur les 3,3 millions d'électeurs blancs inscrits. Les résultats partiels connus à l'heure où nous écrivons ne concernent encore que les plus grandes agglomérations urbaines, où les trois quarts des votants se sont exprimés pour la poursuite des négociations. Mais il y a peu de chances que le vote des "petits Blancs" ruraux, plus hostiles aux négociations, puisse inverser la tendance.

Ce référendum aura été l'occasion d'une formidable mobilisation derrière le président De Klerk. Surtout de la part des milieux d'affaires et de la bourgeoisie en général. Les célébrités se sont succédé à la télévision et dans les meetings électoraux pour le "oui". Et de nombreux quotidiens ont dû augmenter leur pagination pour publier les pages de publicité en faveur du "oui" qui leur étaient commandées par les grandes entreprises.

En face, les partisans du "non", du Parti Conservateur à l'extrême-droite, ont fait plutôt piètre figure. Si quelques échauffourées ont marqué les tournées électorales de De Klerk dans les bastions "petits Blancs", les partisans du "pouvoir blanc" sont apparus pour le moins isolés.

Mais que signifie la victoire du "oui" dans ce référendum ? Annonce-t-il la fin de l'Apartheid, comme l'ont dit ici les gros titres de la presse ?

Pour l'essentiel, l'Apartheid légal, constitué par l'ensemble de lois codifiant la ségrégation raciale en faveur de la minorité blanche, a déjà disparu. Seul reste le système électoral qui dénie toujours à la majorité noire le droit de vote.

C'est ce système électoral, mais surtout la participation au pouvoir des organisations noires, en particulier de l'ANC, le Congrès National Africain, qui sont l'objet des négociations en cours. Et on peut s'attendre, en effet, à ce que dans les mois qui viennent, forts des résultats de ce référendum, De Klerk et les dirigeants de l'ANC en viennent à un accord de partage du pouvoir qui mettra formellement un terme à l'Apartheid ; le droit de vote serait accordé aux Noirs. Mais l'objet des tractations en cours est de concocter un système électoral, et un système d'Assemblées aboutissant à une sorte de droit de veto de fait pour la minorité blanche. Il suffit pour cela de s'inspirer de certaines Constitutions de pays dits démocratiques...

Que cet accord donne des droits politiques réels à la majorité noire, c'est donc autre chose. Et puis, quoi qu'il arrive, il restera une forme particulière d'Apartheid, sociale celle-là, qu'aucun texte de loi n'a jamais codifiée : celle que constitue l'exploitation de la classe ouvrière noire dans les usines, les mines et les plantations.

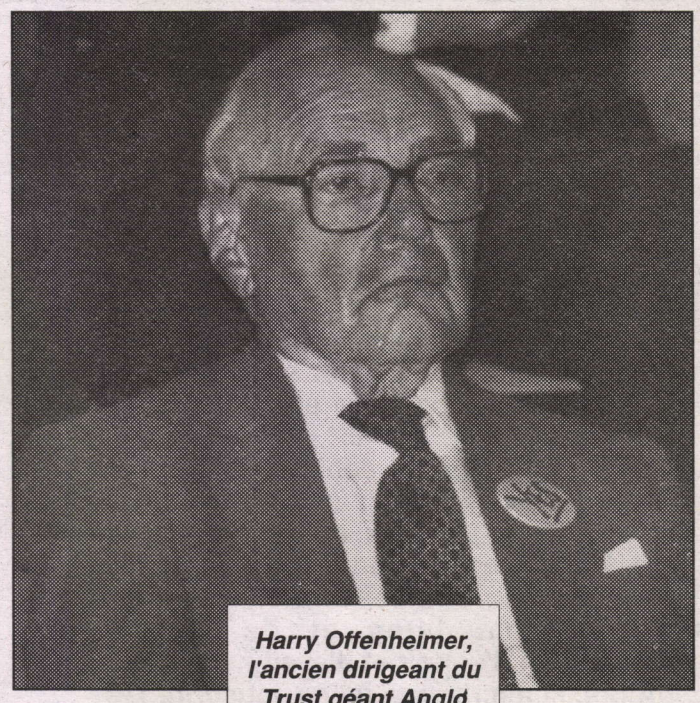
Cet Apartheid social, officieux mais pas moins repoussant, ne figure pas à l'ordre du jour des négociations. Et pour cause. Les représentants de l'Etat et de la classe politique blanche comme ceux de l'ANC sont tous d'accord sur ce point : il n'est pas question de remettre en cause l'ordre social, mais au contraire de préserver les intérêts du capital, sud-africain blanc comme international.

Soweto, la ville insurgée du soulèvement de 1976, pourra bien avoir perdu son statut légal de ghetto. Elle aura, comme c'est déjà en partie le cas, ses quartiers riches. Mais les quartiers pauvres et leur misère, eux, resteront. Et l'on verra alors la petite bourgeoisie noire aisée faire des pieds et des mains, comme hier la petite bourgeoisie blanche, pour mettre une distance entre ses quartiers résidentiels et les cabanes lépreuses de ses frères, de couleur mais pas de classe.

Quant aux ouvriers migrants noirs que les patrons miniers vont périodiquement chercher dans les homelands pour les parquer près des mines dans des baraquements pouilleux, ils continueront à subir l'exploitation sur laquelle les grandes compagnies comme De Beers et Anglo-American ont bâti leurs empires. Ces mêmes compagnies qui ont appuyé, depuis le début, les réformes engagées par De Klerk ne renonceront à leurs profits. Elles tiennent à les conserver, au contraire, en les préservant derrière le mirage illusoire de l'égalité raciale. Avec, si possible, la caution d'une classe politique noire prête, comme aujourd'hui l'ANC, à gérer la société aux côtés des politiciens blancs pour le compte des capitalistes.

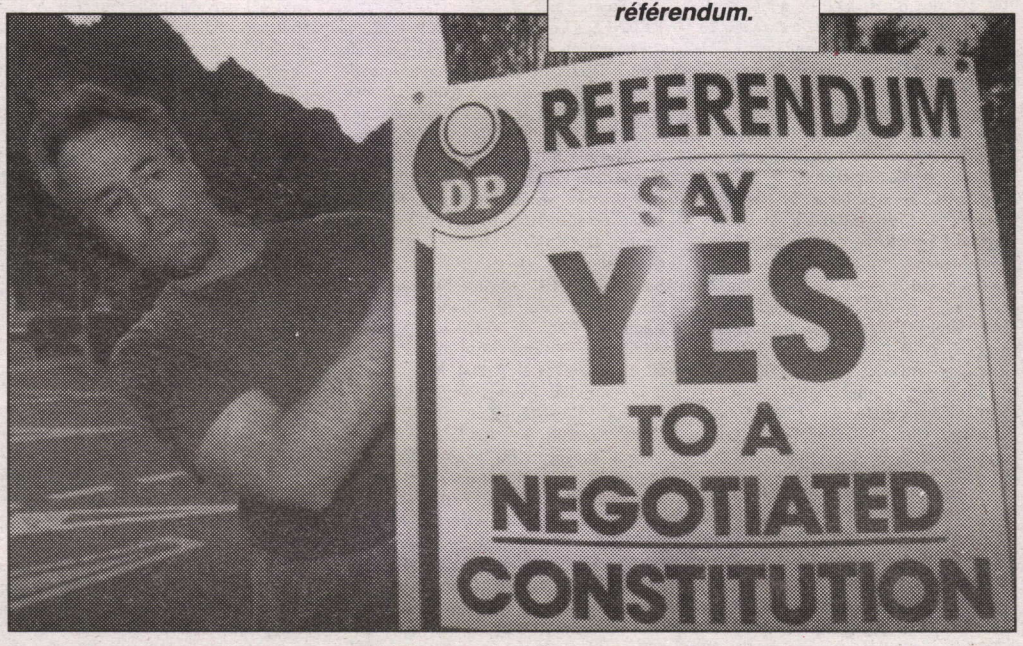
Alors, ce référendum marque surtout le succès de la politique engagée par De Klerk, avec le soutien des dirigeants de l'ANC, pour préserver les intérêts de la bourgeoisie en se débarrassant de l'hypothèque de l'Apartheid et des risques d'explosion politique qu'il comportait. L'Afrique du Sud n'en restera pas moins une poudrière sociale.

François ROULEAU



AFP

Harry Offenheimer, l'ancien dirigeant du Trust géant Anglo Américain Corporation participe à la campagne en faveur du "oui" au référendum.



AFP

Nouvelle-Calédonie

LES DEUX NOUMÉA

Dans la nuit de vendredi 13 à samedi 14 mars, un incident, l'expulsion d'une quinzaine de jeunes Kanaks d'une boîte de nuit de Nouméa et l'arrivée de la police appelée par le propriétaire, a suffi à déclencher une petite émeute. 200 à 250 jeunes du même village, Païta, à 20 km de Nouméa, se sont regroupés et, après s'en être pris successivement à la boîte de nuit et aux grilles de la mairie, ils ont pillé et mis le feu au plus grand centre commercial de la ville.

Le lendemain après-midi, quelque 500 manifestants, commerçants de la ville et membres de l'extrême – droite caldoche, forçaient les grilles du siège du Haut-Commissariat (représentation du gouvernement français en Nouvelle-Calédonie) et bousculaient un peu les forces de police, demandant plus de fermeté et de répression.

Le ministre des DOM-TOM, Le Pensec, a parlé d'apporter *"une plus grande attention aux problèmes sociaux"*. Dans l'immédiat, il a surtout annoncé un renforcement des effectifs de police... Et le 15 mars, quinze des jeunes Kanaks arrêtés la veille étaient présentés au parquet et écroués. Voilà comment étaient entendus respectivement les manifestants blancs du samedi après-midi et les manifestants kanaks de la nuit précédente !

Plus de trois ans après les "accords de Matignon" qui, prétendait-on, devaient réconcilier les communautés caldoche et kanak, l'un de ses signataires au moins, Nidoish Naïsseline, dirigeant du LKS (mouvement de Libération Kanak Socialiste) a été amené à avouer qu'aujourd'hui les jeunes Kanaks ressentent *"un sentiment grandissant de dégoût de la classe politique et de honte de l'image dévalorisante que les élus donnent de l'homme kanak"*, notamment à cause du *"favoritisme et l'arrivisme engendrés par les accords"*.

La bourgeoisie kanak, les notables de la communauté, ont eu leur petite part du gâteau. On leur a accordé quelques postes de gestion d'une petite partie du budget de l'archipel et on a promis à leurs fils qu'ils pourront devenir cadres : la signature d'un accord avec les représentants des colons caldoches, sous l'égide du gouvernement français et n'a pas coûté cher à l'Etat français et n'a rien coûté aux propriétaires, hommes d'affaires et commerçants caldoches. Mais elle a coûté aux notables kanaks leur crédit auprès des jeunes de leur communauté, comme l'avoue donc l'un d'entre eux.

Les jeunes qui ont pillé et fait brûlé le grand magasin de Nouméa, avec ses fringues, ses chaines HI-FI et tout ce qu'ils ne pourront jamais se payer, auraient bu trop de bière, si l'on en croit la police.

Mais ils ont surtout soupé, jusqu'à l'écœurement, de cette société où il y a ceux qui ont tout, en général des Blancs, et ceux qui n'ont rien et s'entassent dans des bidonvilles à la périphérie de la ville, les Mélanésiens en général.

Olivier BELIN

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - CommissionParitaire n° 64-995